2,50 F

Combat
SOCIALISTE

N° 9 SAMEDI 7,
DIMANCHE 8,
LUNDI 9 MARS 1981

Première réunion régionale du candidat socialiste

François Mitterrand samedi à Beauvais

(PAGE 4)

SCANDALE PETROLIER AU CANADA

Menée à la demande d'une association de consommateurs, une enquête officielle révèle que les compagnies pétrolières ont fait 60 milliards de francs de super-bénéfices en vingt ans.

(PAGE 8)

André Henry,
secrétaire général de la FEN :

Face à la drogue et à la violence, la mission de l'école

(PAGE 10)

LA GRANDE MISERE DES MUSICIENS

(PAGE 12)

France-Galles

Boniface juge le XV français



Le XV de France à l'entraînement. (Photo AP)

Encore un cadeau pour remercier les privilégiés

GISCARD DECIDE: NE TOUCHEZ PAS AUX FRAUDEURS

De nouvelles consignes ont été données aux fonctionnaires du fisc pour interrompre la chasse aux fraudeurs pendant la campagne électorale

(PAGE 6)



AIDE DES SOCIALISTES AU PEUPLE SALVADORIEN

Chassés par l'armée, des milliers de paysans salvadoriens continuent à fuir leurs villages. Condamnant avec indignation les tentatives américaines de bloquer toute aide alimentaire de la Communauté européenne, les socialistes déposeront lundi, à Strasbourg, une proposition de résolution en régime d'urgence. (Photo Alain Keler/Sygma) **(Page 7)**

Ne pas se tromper d'adversaire

LE Parti socialiste est tout entier mobilisé dans la grande bataille qui doit permettre, le 10 mai prochain, de rendre le pouvoir au peuple et de mettre fin à l'arrogante mainmise des privilégiés sur la France. En terminer avec ce régime d'inégalités, avec cette politique de chômage, de hausse des prix, d'insécurité, et proposer une autre politique : voilà son seul but.

Parce qu'il est devenu une force politique puissante, parce qu'il est considéré par un nombre de plus en plus grand de Français comme le moteur du nécessaire changement, le PS fait l'objet d'attaques incessantes venant de toute part. Pendant toute l'année 1980, les autres formations politiques comme les médias se sont acharnés à réduire le débat démocratique interne au PS à des médiocres rivalités. Tout a été fait pour ébranler et pour déstabiliser le Parti socialiste.

Ce fut en vain. Le PS sait vivre la démocratie et il sait rester uni. Il le prouve à nouveau aujourd'hui. Et il va son chemin, se refusant à distraire son énergie dans des querelles qui ne profitent qu'à l'adversaire.

Que la droite, qu'elle soit giscardienne ou chiraquienne, fasse feu de tout bois pour combattre le PS et son candidat, on ne s'en étonne pas : quand les nantis ont peur pour leurs privilèges, ils ont d'inépuisables ressources de bassesse.

Il est plus grave, pour l'ensemble des travailleurs, que le Parti communiste fasse cause commune avec la droite contre le PS. Seul Giscard peut s'en réjouir, et il ne s'en prive pas.

Depuis de longs mois, jour après jour, avec une obstination qui serait assurément payante si les coups étaient portés à l'adversaire de droite, le PCF rabâche un antisocialisme puéril qui ferait sourire s'il n'était si violemment mensonger.

La dernière trouvaille vient de Charles Fiterman qui, devant le comité central de son Parti, a accusé le PS de *« tenter d'ébranler le PCF à la fois de l'intérieur et de l'extérieur »*. On est revenu à Marcellin : s'il y a des fissures dans l'appareil, cela est dû à « l'ennemi de l'intérieur ».

Vieille diversion... N'est-il pas plus simple de regarder la réalité en face ? Ce qui est évident, c'est que la politique anti-unitaire et antisocialiste menée par la direction du Parti communiste provoque, chez un nombre de plus en plus élevé de militants communistes, au moins de l'incompréhension, souvent de la réprobation. Et ces militants, parce qu'ils veulent avant tout battre Giscard, ne veulent plus se taire et s'élèvent publiquement contre une politique qui compromet gravement la possible victoire des travailleurs.

Le PS est-il reponsable de cette contestation ? Il ne se mêle pas de ce qui se passe à l'intérieur du PCF, même s'il n'y est pas indifférent puisque cela pèse sur l'avenir de toute la gauche. Mais, parce qu'ils n'ont pour objectif que de battre la droite, parce qu'ils ne dévient pas d'un pouce dans leur volonté d'unir tous ceux qui veulent en finir avec le pouvoir de l'argent, parce qu'ils ne se trompent pas d'adversaire, les socialistes font s'interroger des militants communistes qui ne comprennent pas la politique menée par la direction de leur parti.

Et si l'on faisait plutôt front commun contre Giscard ?

Claude GAULT

VU DU LANGUEDOC

Sans fleurs, ni couronnes

C'EST en entendant mon ami Ricardelle, un instituteur de Carcassonne, traiter d'*amorri* je ne sais plus quel présentateur de la TV, et parce que j'avais relu ces jours derniers l'histoire de la Croisade albigeoise, qu'un déclic s'est fait en moi.

Amorri, en occitan, veut dire : imbécile. Or, le fils de Simon de Montfort, prénommé Amaury, ne brillait ni par sa vaillance ni par son esprit. Vaincu à peu près partout après la mort de son père, il dut conclure une trêve avec Toulouse et Narbonne, avant de passer la main à plus fort que lui : Philippe Auguste, en 1224, cueillera le Languedoc comme un fruit mûr...

Ainsi la mémoire occitane a-t-elle conservé pour s'en venger avec humour le souvenir du plus pâle de nos persécuteurs, faisant de son nom un synonyme de benêt !

Son père nous avait fait beaucoup plus de mal. Dans la *Chanson de la croisade*, retentit comme un alléluia le cri de joie du Midi cathare à l'annonce de sa mort. Ses restes, cependant, parce que nous sommes une terre de vieille civilisation, nos ancêtres ne les livrèrent pas aux renards : Simon de Montfort fut inhumé dans l'église même de saint Nazaire, à Carcassonne. La dalle funéraire y est toujours. Sans fleurs ni couronne. Ramenée plus tard en Ile-de-France, la dépouille, ou ce qu'il en reste, repose là où fut le fief des Montfort : à Montfort-l'Amaury.

Conclusion en forme de boutade de Ricardelle :

— Moi, à la place des habitants de Montfort-l'Amaury, je demanderais qu'on change le nom de ma ville, comme on a fait pour les Basses-Pyrénées ou la Loire-Inférieure...

Maurice CHAVARDES

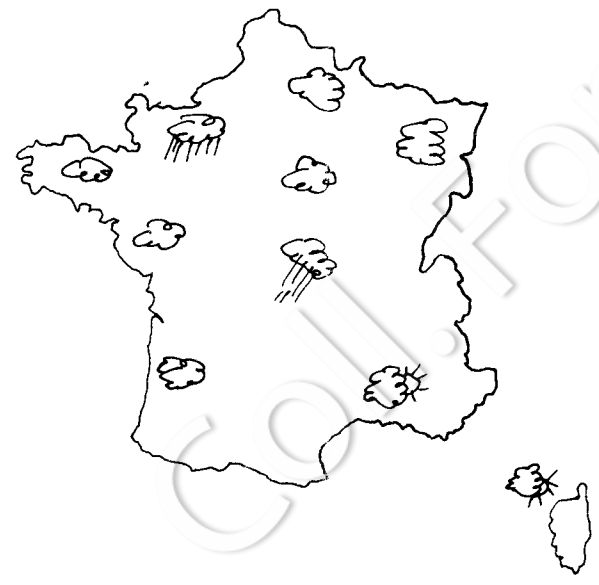
Météo

Pluvieux et doux

Vendredi : un temps doux et humide s'installera sur la majeure partie du pays. Les températures seront en hausse sensible.

Samedi : quelques averses sur la moitié nord du pays, tandis que le Sud connaîtra un temps plus clair avec des vents modérés.

Dimanche : encore une journée humide avec des températures douces. Le temps sera sensiblement le même que samedi.



Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Gabrielle Rolin**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick du Cheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Impression : P10, 1, boulevard Nev. 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224

Crida der l'occitan à la télévision

LA lenga occitana, que las escasenças istoricas e politicas tanplan coma la volontat deliberada del poder menèron a l'estat de « patoès », demòra parlada e compresa dins 30 departaments del Miègjorn de l'Estat Francès.

Pr'aquis se tròba, de fait, fòrabandida de tota vida oficiala dins son quite païs — administracion, escolà, radiò e television, manca qualques almòinas vergonhosas. Aquò es un escandàl contrari a las convencions internacionalas pels Dreits de l'òme.

Tanplan, l'Institut d'estudis occitans (IEO), sostengut per tota una còlha d'associacions e de movements occitanistas e mai per un nombre de formacions politicas e sendicalas, reclama als Directors regionals e ala direccion generala de FR3 bel primièr, tanplan coma als directors de TF1, d'Antena 2 e de la SFP, per la part que los interessa, d'emissions en lenga occitana :

a) A la television : jos la forma de sequéncias d'informacions cada jorn dins las actualitats regionalas ;

• d'una ora d'emission setmanièra a prepaus de l'actualitat ;
• d'une emission culturala e artistica setmanièra, aprèp sopar, d'una ora a una ora e mièja.

b) A la radio : una ora per jorn aumens d'emission en lenga nòstra.

c) Dins lo tele ensenhament, pel biais de corses de lenga e de civilisacion occitanas, radio difusats e televisats.

L'IEO e las formacions que lo sostènon apèlan a un acamp e a una manifèstacion a Tolosa, lo dissabte 14 de marc que ven.

Appel pour l'occitan à la télévision

LA langue occitane, que les circonstances historiques et politiques, ainsi que la volonté délibérée du pouvoir ont réduite à l'état de « patois », reste parlée et comprise dans trente départements du sud de l'Etat français.

Pourtant, elle se trouve, de fait, exclue de toute vie officielle dans son propre pays : administration, école, radio et télévision, mises à part quelques aumônes dérisoires. C'est un scandale contraire aux conventions internationales pour les Droits de l'homme.

Aussi, l'Institut d'études occitanes (IEO), soutenu par bon nombre d'associations et de mouvements occitanistes, et de formations politiques et syndicales, demande aux directeurs régionaux et à la direction générale de FR3, au premier chef, ainsi qu'aux directeurs de TF1, d'Antenne 2 et de la SFP, en ce qui les concerne, des émissions en langue occitane :

a) A la télévision, sous la forme :

• de séquences d'informations, chaque jour, dans les actualités régionales ;
• d'une émission d'une heure, hebdomadaire, sur l'actualité ;
• d'une émission culturelle et artistique hebdomadaire, après les repas, d'une heure à une heure et demie.

b) A la radio, une heure par jour au moins d'émission en langue d'oc.

c) Dans le télé-enseignement, sous la forme de cours de langue et de civilisation occitanes, radiodiffusés et télévisés.

L'IEO et les formations qui la soutiennent appellent à un rassemblement et à une manifestation à Toulouse, le samedi 14 mars prochain.

Didier AGAR
31290 Villefranche-de-Lauragais

Le rôle de l'Internationale

Dans le numéro du vendredi 27 février, Alain Garabiol présente le Polisario et les victoires du peuple sahraoui. Je suis partisan de l'autodétermination de ce peuple, comme de tous les peuples. Mais quelle est la position de l'Internationale socialiste ? Et que pense l'Internationale socialiste du soutien de l'un de ses membres au roi Hassan II du Maroc : le Sénégal de Senghor ? Le Maroc, ce régime le plus pourri et corrompu d'Afrique du Nord.

Cela pose le problème du rôle de l'Internationale et de ses capacités à coordonner une politique commune des partis socialistes pour la paix, la justice, le socialisme. Sans tomber dans les travers de la IIIe Internationale communiste, un minimum d'unité sur les questions essentielles conformes à l'idéal socialiste me paraît indispensable.

Alain Graux

Mots croisés

PROBLEME N° 11

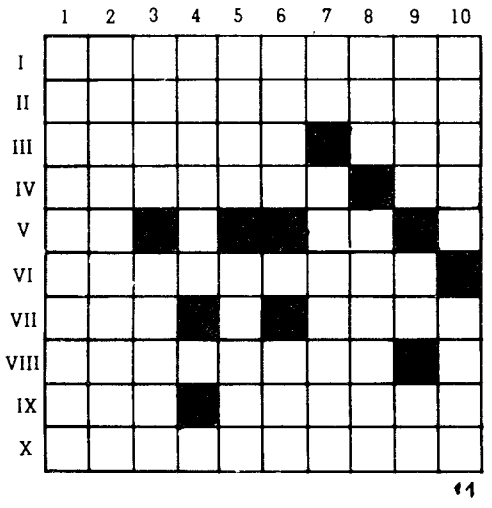
Horizontalement. — I. Tombe après un relevé. — II. Elle se laisse facilement embrasser. — III. Qui peut donc se faire coiffer. Puissance. — IV. Un peu gêné aux entournures. Article. — V. Explétif. Symbole chimique. — VI. Assise. — VII. Parti. Eau de brasseurs. — VIII. Toujours prêt à encaisser. — IX. Américain. Entier. — X. Elles font de nombreuses saignées.

Verticalement. — 1. Il lui en coûte de rompre la glace. — 2. Point fixe. — 3. Belmondo a sa place parmi les beaux. Vieux impôts. — 4. Ce ne sont pas des modèles de bienséance. — 5. Donner dans la contestation. On y met le couvert, à l'occasion. — 6. Faire abstraction. Vieille Arménienne. — 7. Personnel. Morne. — 8. Ville du Japon. Dans une locution de démarche initiative. — 9. D'origine. Possessif. Démonstratif. — 10. Doit sa survivance à son maître. Enfants de la batterie.

SOLUTION AU N° 10

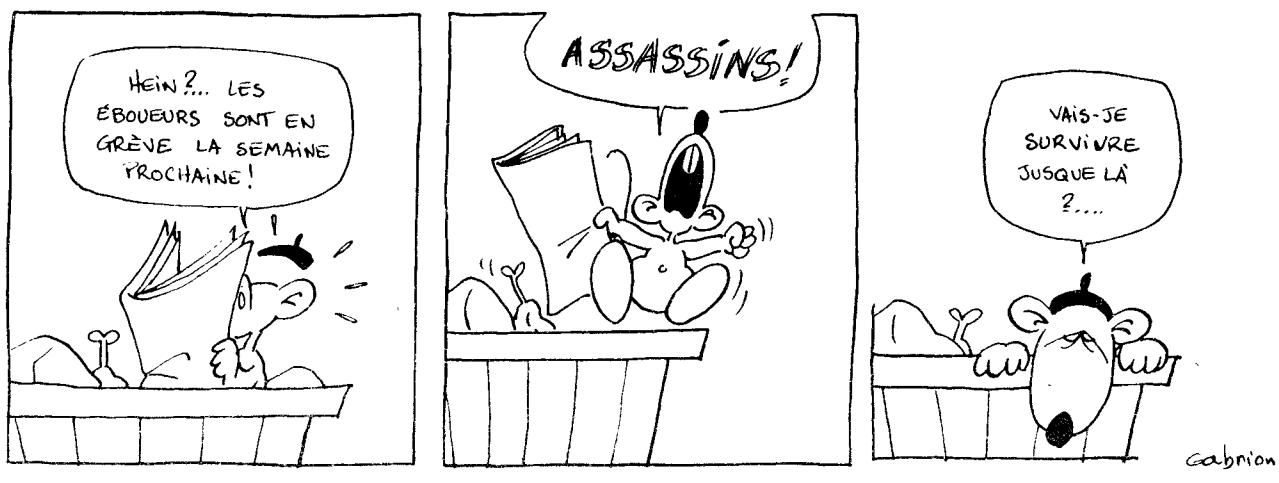
Horizontalement. — I. Châtaignes. — II. Luzernière. — III. Ego. Chebec. — IV. Puis. O.I.T. — V. Tequila. Ni. — VI. O.N.U. Legato. — VII. Moelle. Ben. — VIII. AT. Oestrus. — IX. Nu. Air. — X. Eclabousse.

Verticalement. — 1. Cleptomane. — 2. Huguenot. — 3. Azoïque. NL. — 4. Te. Su. Loua. — 5. Arc. Ille. — 6. Inhalées. — 7. Gié. Ag. Tau. — 8. Nébo. Abris. — 9. Ereinteurs. — 10. Sections.



11

Rat-le-bol



La campagne antisocialiste du PCF

Des accusations sans fondements

D'après Charles Fiterman, les dirigeants socialistes organiseraient « *une tentative de démolisation et d'ébranlement du Parti communiste* ». C'est en commentant jeudi soir les travaux du comité central de son parti que le bras droit de Georges Marchais a lancé cette accusation.

SELON lui, les socialistes chercheraient à miner de l'intérieur le PCF en s'appuyant sur certains membres de son appareil : « *Il s'agit là d'une ingérence directe dans les affaires de notre parti, d'une tentative grossière de débauchage et d'ébranlement du parti de l'intérieur* », affirme notamment Charles Fiterman dans son rapport.

Pour étayer son argumentation, il fait référence à un entretien que Lionel Jospin a récemment accordé à notre journal (numéro daté du 4 mars) et dans lequel le premier secrétaire du Parti socialiste constatait notamment un fait d'évidence : le désaccord de certains communistes avec la ligne actuellement suivie par la direction de leur parti. Lionel Jospin était amené plus particulièrement à commenter en quelques phrases une des plus récentes manifestations de ce désaccord : le texte publié la semaine dernière par soixante personnalités se réclamant du communisme, critiquant la direction du PCF et appelant à tout faire, lors de l'élection présidentielle, pour assurer la victoire du candidat de la gauche le mieux placé au premier tour.

Prendre leurs responsabilités

Que les dirigeants communistes éprouvent une certaine irritation face à cette contestation interne, voilà qui semble normal. Cela ne devrait cependant pas les conduire à lancer l'accusation trop commode de manipulations sciemment organisées de l'extérieur et à désigner le Parti socialiste comme l'« *instrument de cette tentative d'ébranlement* ».

Les militants communistes — l'histoire récente et plus ancienne le prouve abondamment — ont toutes les capacités de prendre eux-mêmes leurs responsabilités lorsqu'il s'agit de discuter ou de contester la ligne de leur parti. Ils n'ont pas besoin pour cela d'instructions venant du dehors. Quant au Parti socialiste, il n'a ni le désir ni les moyens d'intervenir dans les affaires intérieures du PCF.

Volonté d'union

Tout cela, les dirigeants communistes le savent. On peut dès lors se demander si l'accusation aussi spectaculaire qu'infondée lancée contre le PS ne constitue pas avant tout un avertissement de la direction du PCF à l'adresse de ses contestataires, désignés aux yeux des militants comme des fauteurs de division manipulés par des intérêts extérieurs.

Et l'on peut également se demander si, en conséquence, cette initiative n'est pas destinée à préparer et à justifier de nouvelles mesures de répression contre les opposants à la ligne actuelle.

Quoi qu'il en soit, il est dommage que les dirigeants communistes en viennent à utiliser de telles méthodes qui, au-delà des réserves qu'elles peuvent légitimement susciter, vont directement à l'encontre de l'aspiration unitaire qui reste profondément vivante dans le pays.

Et qui donc pourrait douter, à gauche, que l'union ne soit, dans deux mois, le plus sûr moyen de battre la droite ?

Ghislaine TOUTAIN

IMMIGRES

Le maire communiste de Levallois choisit la prévention

La commune de Levallois compte 53 000 habitants. Parmi eux, 20 % d'immigrés, alors que la moyenne du département est de 11,8 %. Cela pose parfois des problèmes, comme ailleurs.

Le député, conseiller général, Parfait Jans, communiste, est maire de Levallois depuis seize ans.

Il anime une équipe d'union démocratique (9 PS, 18 PC) qui collabore sans trop de heurts.

Pourtant, l'implantation d'un foyer Sonacotra envenime la vie municipale depuis trois ans. En 1977, en effet, le préfet des Hauts-de-Seine, la Sonacotra et le secrétariat d'Etat à l'Immigration ont décidé, sans aucune concertation, d'implanter un foyer pour travailleurs immigrés célibataires de 165 lits, sur le site d'une usine désaffectée. Lorsque le permis de démolir est déposé, la mairie émet un avis défavorable. L'attitude est la même pour le permis de construire, sous le prétexte qu'un immeuble ségrégatif ne pourrait que donner naissance à un ghetto.

La municipalité propose donc la réalisation de logements sociaux pour continuer de résorber toutes les zones de logements insalubres que connaît Levallois.

Avant les législatives de 1978, le préfet semble hésiter. Puis, les résultats connus, il lance la construction de l'ensemble.

La municipalité demande alors à la population de s'exprimer par référendum : 15 000 Levalloisiens — immigrés compris — se prononcent pour la construction de logements sociaux non ségrégatifs. Est-ce cette action qui ébranle la Sonacotra ? Toujours est-il que ce sont quarante appartements qui en définitive voient le jour. Victoire donc. Le conseil municipal

(Suite page 16)



En marge du voyage de François Mitterrand en Allemagne

Des prisonniers du stalag 9 C. On reconnaît François Mitterrand au second rang *(le deuxième à partir de la gauche)*. Cette photo, ainsi que les exemplaires de *l'Ephémère* ont été rapportés du stalag par Ernest Prodhomme, ancien maire de Bernières-sur-Mer (Calvados), compagnon de captivité de François Mitterrand, qui les a confiés à Louis Mexandeau.



Numéro 4 — 1er Août 1941

l'Ephemere

Journal bi-mensuel du Stalag IX A

ESPRIT D'ÉQUIPE

Documents d'archives

FRANÇOIS MITTERRAND a poursuivi, le vendredi 6 mars, en compagnie de Willy Brandt, le voyage qu'il effectue en RFA, avant d'aller en RDA. Les deux hommes ont refait, mais cette fois en voiture, le chemin parcouru par François Mitterrand et l'abbé Leclerc, il y a quarante ans, après leur évasion du stalag 9 C, près de Weimar (voir *Combat socialiste* daté du 5 mars 1981). On sait que, repris après vingt-deux jours de fuite, François Mitterrand fut transféré au stalag 9 A, près de Kassel.

Là, tout en préparant sa deuxième évasion, François Mitterrand participe avec ses camarades à l'action collective à l'intérieur du stalag. C'est ainsi que ce groupe parvient à faire imprimer et à éditer un journal bimensuel du stalag 9 A, qui porte le titre, plein d'espoir, de *l'Ephémère*. François Mitterrand en est le rédacteur en chef.

Il écrit, par exemple, dans le n° 4 de ce journal, daté du 1er août 1941, un éditorial intitulé « *Esprit d'équipe* » (notre fac-similé) dans lequel on peut lire : « *Ainsi, dans nos commandos, tout marche selon l'esprit de ceux qui s'y trouvent rassemblés. Certes, là où l'interprète instaure une manière de pouvoir personnel, où les bénéfices ne vont qu'au petit nombre (comme il m'est arrivé de l'observer), tout va mal et chacun se plaint ; et là où l'homme de confiance soucieux de sa tâche parvient à équilibrer les exigences et les possibilités, et selon la justice, tout va bien et chacun supporte mieux sa condition. Mais où le représentant des prisonniers puise-t-il son autorité, sinon dans la bonne entente de ceux qui l'on choisi ? Soyez sûrs que nos chefs ne valent que ce que nous valons.* »

De gauche à droite

Pierre Mauroy : « affabulations »

Pierre Mauroy, porte-parole de François Mitterrand, a déclaré à Arles, répondant aux propos de Charles Fiterman, que « *le PS cherche à déstabiliser la droite* ». Il a par ailleurs qualifié ces propos d'« affabulations » et de « science-fiction ».

A Marseille, le maire de Lille s'est élevé contre « *le déluge de concours sur le plan de la radio et de la télévision, et l'orchestration fantastique* » dont a bénéficié le président sortant.

Polémique à la CGT (suite)

Après la déclaration de cinq dirigeants de la CGT (*Combat socialiste* du 4 mars), le Bureau confédéral de la CGT, réuni en séance exceptionnelle, a rappelé le droit à la divergence et à la critique pour tous les militants. Il a ajouté que cela ne peut conduire à paralyser la CGT, et il considère « *inacceptable que des militants responsables se livrent à une attaque publique, qui réjouit, par certains aspects, les campagnes menées actuellement contre la CGT* ».

Pierre Carassus rappelle, dans un communiqué à l'AFP, que ces cinq dirigeants ne font que leur devoir en défendant le caractère syndical de la CGT contre ceux qui la détournent à des fins politiques.

• **Le coût annuel des dommages** causés par la pollution en France est estimé à quelque 100 milliards de francs par le Centre de documentation et d'information de l'assurance. Principale cause de nuisance : le bruit. Ses effets sur la santé coûtent, à eux seuls, 25 milliards de francs.

Spécial P.S.

Rubriques diverses

• **Samedi 7 mars.** Inauguration des locaux de la Haute-Vienne, à 11 heures, par Pierre Berégovoy.

• **Dimanche 8 mars.** Réunion de la fédération des élus socialistes et républicains de la Corrèze, avec Pierre Berégovoy.

• **Dimanche 8 mars.** Lionel Jospin sur France-Inter, à 13 heures.

Débats et colloques

• **Vendredi 6 mars et samedi 7 mars.** Réunion de l'association Droit et Démocratie sur le thème : « la République à la dérive » (vendredi de 14 h 30 à 18 heures à l'hôtel Lutetia, samedi de 10 à 13 heures, à la Sorbonne).

• **Samedi 7 mars** (de 14 à 18 heures) et **dimanche 8 mars** (de 10 à 18 heures), Santé et Socialisme organise son Ve Colloque : « Quelles priorités pour un président socialiste ». Cinq thèmes seront principalement abordés : la médecine libérale ambulatoire, les centres de santé intégrés, la place de l'hôpital, la sécurité sociale et la protection sociale, la prévention et l'éducation sanitaire.

• **Lundi 9 mars.** Assemblée-débat à 20 h 30, Théâtre 18, 16, rue Georgette-Agutte (75018 Paris), sur le thème « l'école », avec la participation de Lionel Jospin, Louis Mexandeau, Bertrand Delanoé, Daniel Vaillant, sous la présidence de Claude Estier.

Un sondage dans le Nord-Pas-de-Calais

Pour de véritables pouvoirs régionaux

LA région Nord-Pas-de-Calais, dont le président est Pierre Mauroy, a fait réaliser par la SOFRES, en décembre 1980, un sondage auprès de la population. Les questions portaient sur l'évolution de la région et sur les problèmes estimés prioritaires. Les réponses viennent d'être publiées.

La lutte contre le chômage

Tout d'abord les aspects négatifs : 71 % des personnes interrogées se déclarent pessimistes sur l'avenir de leur région (57 % en 1978) et 93 % considèrent que c'est l'une des plus touchées par la crise. 52 % sont d'ailleurs pessimistes sur leur avenir personnel (47 % en 1978).

Il y a cependant des aspects positifs : la conscience régionale s'est développée puisque 66 % se déclarent intéressées par les problèmes de la région (plus qu'à ceux de leur département), « *mais surtout 55 % considèrent que la plupart des problèmes qui se posent à la région seraient mieux résolus si le Nord-Pas-de-Calais disposait d'une assemblée régionale élue au suffrage universel direct et d'un président de région avec de véritables pouvoirs régionaux* ».

Cette efficacité se verrait d'abord dans la lutte contre le chômage (58 %) et pour le développement des industries (45 %).

Parmi les actions prioritaires à mener figure loin en tête la lutte contre le chômage, (pour 71 %), en se souciant particulièrement des jeunes (42 %).

Samedi 7 mars, premier meeting de la campagne électorale

François Mitterrand à Beauvais, au rendez-vous de l'Oise

François Mitterrand a choisi l'Oise pour entamer sa tournée des régions françaises, à l'occasion de la campagne présidentielle. Ce n'est pas sans raison. L'Oise a besoin qu'on vienne à son secours après les désastreux effets de la « *politique en fauteuil Louis XV* » qui l'ont amenée, comme l'ensemble de la Picardie, à tenir la lanterne rouge des régions en matière d'emploi et de développement.

A Beauvais, François Mitterrand vient parler d'un autre avenir pour ce département, qui compte 1 300 militants socialistes répartis en 63 sections dont 23 pour le seul secteur de Creil, la ville où œuvra Berthe Fouchère, cette militante exceptionnelle qui mourut à quatre-vingt-trois ans, après avoir donné toute sa vie à la cause du socialisme.

Beauvais, ce fut ce pays où l'on venait dire : « *Surtout, ne faites pas de politique. Dassault s'en charge pour vous... et en prime il vous offre des cadeaux.* » Mais la population attendait d'abord des emplois, de la dignité, et non ces aumônes humiliantes de dame patronnesse planant au-dessus de la commune condition humaine. Elle le chassa de la mairie de Beauvais lors des dernières élections municipales et élut Walter Amsallem (PS).

Cependant, Dassault, comme les autres députés de la majorité, ne sont que les délégués de Giscard d'Estaing. Celui-ci semble ne leur avoir donné qu'une consigne : « savoir faire illusion », et qu'un objectif : « maintenir le couvercle » au-dessus du bouillonnement des protestations en utilisant comme une fatalité le poids de la crise internationale.

Les tristes records

Mais autour de Michel Francaix, son premier secrétaire, la fédération du PS ne s'en laisse pas compter. Elle dénonce au contraire tous les « exploits » de Giscard dans l'Oise.

Et le grand « exploit de Giscard », c'est 16 954 chômeurs au 1er janvier 1980, alors qu'ils étaient 11 011 en janvier 1978, ce qui fait près de 6 000 de plus en un an. Au cours de l'année 1980, pour le seul secteur sud du département, on notait encore 1 400 suppressions d'emplois, mais aussi des centaines dans chacune des autres circonscriptions.

La population a augmenté de 3,3 % entre 1973 et 1979 (moyenne nationale 2,9 %), notamment par des apports de la région parisienne. Mais pendant cette même période, la Picardie (Oise-Somme-Aisne) a battu un triste record avec un chômage augmentant de 457,1 % (moyenne nationale + 213,6 %). Et c'est aussi dans cette région que la moyenne de progression des revenus est la plus faible de toute la France.

Action décentralisée

Devant cette situation désastreuse, les militants socialistes mènent un combat soutenu, en liaison avec leurs élus au conseil général, dont le président est Marcel Ville (PS). Sous l'impulsion de Michel Francaix ont déjà été tenues, depuis un an et demi, dix-neuf réunions publiques avec des secrétaires nationaux du Parti socialiste. La campagne est donc pratiquement engagée depuis longtemps.

Le dernier congrès fédéral a opté pour une campagne décentralisée au niveau des circonscriptions et même des cantons car, judicieusement, les militants estiment que, derrière l'élection présidentielle, des législatives suivront. Les thèmes, loin d'être abstraits, relèvent du simple constat des problèmes auxquels sont confrontés les conseillers généraux et les maires socialistes de l'Oise.

Les conseillers généraux ont d'ailleurs pris leurs responsabilités avec un grand sérieux. Leur président, Marcel Ville, n'a pas hésité à former un cabinet pour faire pièce à celui du préfet tout-puissant. Face aux obstacles créés par ce dernier devant les initiatives du conseil général, la majorité de gauche avait d'ailleurs refusé de siéger à l'ouverture de la session en mai 1980.

Aide à l'emploi

Malgré les difficultés, l'aide à l'emploi constitue la première préoccupation des conseillers. Ils ont favorisé la création du Fonds départemental d'industrialisation (FDI) avec l'association Aide 60. Il s'agit d'un instrument au service des collectivités locales pour les aider en ce qui concerne les implantations industrielles, le maintien ou la sauvegarde des outils de production, et tous dossiers relatifs au soutien de l'économie départementale.

La solidarité avec les travailleurs privés d'emploi se manifeste par une action sociale accrue, surtout à l'égard des familles les plus déshéritées.

L'action socioculturelle se concrétise par des crédits accordés aux associations d'éducation populaire et une décentralisation des moyens. Enfin le schéma d'aménagement pour le département a pour objet de déterminer les actions prioritaires à entreprendre pour un rééquilibrage démographique et économique de l'Oise.

Mais ces initiatives furent freinées par la préfecture au point qu'il fallut, pour certaines d'entre elles, intenter une action devant le Conseil d'Etat. Car c'est en fait tout le problème de la véritable régionalisation qui est en cause avec rôle adulte pour les assemblées locales élues au suffrage universel et suppression des préfets.

Le rendez-vous de Beauvais

L'Oise des campagnes qui se dépeuplent, l'Oise des villes où viennent errer par centaines les demandeurs d'emploi, l'Oise pourtant si belle de toutes ses forêts au long d'un axe fluvial d'importance européenne, a, elle aussi, rendez-vous avec le choix majeur que vient lui proposer François Mitterrand à Beauvais en cette soirée du 7 mars.

Une soirée où il sera beaucoup question de l'emploi, mais aussi des réponses apportées par le candidat du PS aux déclarations de l'actuel hôte de l'Elysée. Des déclarations qui sonnent le creux quand on les entend aux portes des ANPE de l'Oise...

Philippe LERAY



Ci-contre : une précédente rencontre de François Mitterrand avec les responsables socialistes de l'Oise. Au centre, le maire socialiste de Beauvais, Walter Amsallem.

L'étrange acharnement de Michel d'Ornano

Le ministre ne veut-il pas la disparition de l'Office d'HLM pour tenter d'étouffer des affaires qui relèvent encore de la justice?

L'OFFICE public d'habitations à loyer modéré interdépartemental de la région parisienne est menacé de dissolution. Le ministre de l'Environnement et du Cadre de vie, Michel d'Ornano, s'acharne. Il veut à tout prix répartir les 55 000 logements et les 1 200 employés entre les départements d'Ile-de-France. Dans une lettre datée du 23 février 1981, il a avisé le président de l'office de sa décision d'engager le processus « *qui doit normalement aboutir à la dissolution d'un établissement qui a rempli sa mission, mais qui, depuis la suppression en 1968 du département de la Seine, n'a plus de collectivité de rattachement* ». Etrange prétexte. S'il n'est pas possible de rattacher un office d'HLM à une région, rien n'empêche de le rattacher à un organisme intercommunal ou interdépartemental, ou à un établissement du type du Syndicat des transports parisiens.

Pour la mobilité

Le personnel ne veut ni de la dissolution ni des transferts envisagés. Il réclame depuis vingt ans la publication de textes juridiques précisant son statut. Il veut des garanties sur le maintien des droits acquis.

De leur côté, les élus socialistes du Conseil de Paris s'élèvent « *avec vigueur contre la prétention du gouvernement* » à vouloir dissoudre un office d'HLM dont la gestion est devenue saine et bénéficiaire. Le fait que les logements sont répartis sur plusieurs départements présente un grand avantage : « *il donne aux locataires une possibilité de mobilité d'un département à un autre* », ce qui permet de rapprocher l'habitat du lieu de travail. Cet avantage à lui seul justifie l'existence de l'office, qui devrait être transformé en office régional.

Les murs-éponges

Il est d'ailleurs à noter que le Conseil de Paris s'est prononcé le 30 juin 1980 contre cette dissolution par 87 voix contre 22 (PCF).

Michel d'Ornano, malgré cela, s'acharne toujours. Acharnement bien suspect. Il faut se souvenir de l'affaire des HLM de Chanteloup-les-Vignes, dans les Yvelines, que souleva un certain Miranda, maintenant réfugié en Allemagne. C'était une réalisation de l'office interdépartemental d'HLM.

Il faut savoir également que, dans le grand ensemble de Grigny II, la Grande Borne, « *650 logements sur 3 800 sont inutilisables du fait des malfaçons dues au constructeur Bouygues* ». La pluie traverse les murs-éponges. Et c'est aussi une réalisation de l'office interdépartemental d'HLM.

Une action judiciaire est en cours pour faire payer les réparations. Or, sans attendre les conclusions du tribunal, Michel d'Ornano annonce que des subventions de l'Etat seront accordées pour réparer les malfaçons... si le département de l'Essonne accepte la prise en charge des immeubles.

Il est difficile de rêver plus beau cadeau : quelle entreprise ne saurait être reconnaissante en pareille occasion...

D'ailleurs, une fois l'office dissous, une fois la « *personne morale disparue* », sur qui faire peser le contentieux toujours non réglé ? Pour Chanteloup, la lumière n'a jamais été faite. Avec la disparition de l'office, ne serait-ce pas le scandale qu'on souhaiterait faire disparaître ?

450 familles assignent l'office

Pour les locataires, l'important c'est une gestion qui leur soit la plus proche possible. Ce serait donc dans certains cas l'office communal qui serait le plus adapté. Par contre, ils veulent eux aussi que toute la lumière soit faite sur les affaires en cours...

Et voilà que dans le Val-d'Oise, dans une cité de 600 logements, 450 familles assignent l'office devant le tribunal d'instance. La procédure est en cours. Mais la procédure, cela compte parfois si peu...

P. L.

Les nouvelles chances du charbon français

AVEC la participation des fédérations du sous-sol, de la chimie, de l'énergie et du Syndicat national de la recherche scientifique, Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens, l'UGICT-CGT, a rendu publique mardi des propositions pour l'utilisation des technologies nouvelles pour favoriser une extension importante de la production charbonnière française.

Première organisation syndicale à s'être opposée au « tout pétrole », puis au démantelement du plan charbonnier, l'UGICT-CGT, comme l'a rappelé son secrétaire général René Le Guen, s'oppoe aujourd'hui au « tout charbon importé ». D'abord parce qu'il n'est que prétendument moins cher (les différences de coût entre charbon national et charbon étranger s'amenuisent), ensuite parce que ce recours massif au charbon d'importation nuit à notre indépendance nationale énergétique et ne tient pas compte du coût social de l'abandon du charbon français.

S'appuyant sur les réserves nationales « indiscutées et indiscutables » de charbon (de 3 milliards de tonnes pour les bassins actuels à 7 milliards pour l'ensemble du territoire, et même plus de 10 milliards au-delà de 1 300 mètres de profondeur), les cadres de l'UGICT ont rappelé l'importance de la gazéification du charbon à grande et faible profondeur, à l'aide de « *techniques nouvelles qu'il est nécessaire et possible de développer à condition de s'en donner les moyens* ». Toutefois, « *si approchée que soit la connaissance des techniques, celles-ci dépendent de choix politiques* » devait souligner René Le Guen.

Pour cela, l'UGICT demande que soient rendu tout leur poids aux entreprises publiques concernées (Charbonnages de France notamment) pour maîtriser toute la filière charbon et surtout que soient accrus les moyens financiers des organismes publics de recherche comme le CERCHAR (Centre d'études et de recherche du charbon) et la DETN-GDF (Département d'étude des techniques nouvelles de Gaz de France).

Avec ces techniques nouvelles (gazéification, liquéfaction, méthanisation de gaz industriels issus du charbon, hydrogénation et carbochimie), l'UGICT préconise de porter la production nationale à 30 millions de tonnes en 1985, puis à 40 millions en 1990, alors que le gouvernement a prévu de l'abaisser à 12 millions de tonnes en 1990.

Soulignant avec insistance qu'il ne fallait « *en aucun cas casser l'outil de production national* », l'UGICT a estimé, d'une part, que cet accroissement de la production permettrait la création de 35 000 emplois (57 000 actuellement), et que, d'autre part, « *chaque emploi de la mine représente trois emplois induits* ».

Pour le Parti socialiste, la relance de la consommation (qu'il évalue à 65 millions de tonnes en 1990, soit 20 % de nos besoins) est en partie contradictoire avec le « tout nucléaire » décidé par le gouvernement et que le Parit communiste ne rejette pas. Favorable à une production nationale élevée (30 millions de tonnes en 1990), il considère toutefois que celle-ci n'est pas incompatible avec des importations, du moment qu'elles soient diversifiées et qu'elles privilégient le charbon européen. Enfin, le PC comme le PS demandent une revalorisation du statut du mineur.

D. F.



Une embauche à la mine crée trois emplois à l'extérieur.

Troisième mois de grève pour les dactylos-codeuses de l'INSEE

LES 48 dactylos-codeuses du centre INSEE de Nantes entameront lundi 9 mars, leur troisième mois de grève. Elle n'auront conversé avec leurs consoles que le temps d'un soupir. Juste le temps nécessaire à la commission d'enquête pour effectuer ses observations (voir *Combat socialiste* du 25 février).

Celle-ci vient de rendre son rapport. Un rapport signé par un haut fonctionnaire qui ne faisait pas partie de la commission : les revendications des grévistes sont illégitimes. Le travail sur les nouvelles consoles n'est pas plus fatigant qu'avant et les 45 minutes de pause supplémentaires demandées, non justifiées.

C'est ce qu'annonce l'intersyndicale (CGT-CFDT) après avoir reçu en compagnie des dactylos-codeuses le chef du personnel, jeudi 5 mars dans la matinée. Les grévistes ont pris note de ses quatre propositions :

I) un temps de formation de trois mois sur le nouveau matériel ;

II) le remboursement de certains jours de grève (nombre à négocier) ;

III) une heure de travail consacré à autre chose qu'à regarder l'écran ;

IV) 10 minutes par jour de pause sur console pour un certain type de travail.

A prendre ou à laisser... Et les dactylos ont laissé.

Durcissement du conflit chez Turbomeca

LE personnel de l'entreprise Turbo-méca a décidé, jeudi 5 mars, de durcir l'action qu'il mène depuis le 3 février.

Si les salariés de l'établissement de Mézières en région parisienne (180 employés) ont préférés suspendre momentanément leur mouvement, ceux des établissements de Bordes dans les Pyrénées-Atlantiques (2 743 ouvriers) et Tarnos dans les Landes (1 477 personnes) multiplient les débrayages quotidiens.

Chaque jours, à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO, la majorité des salariés de ces deux établissements débrayent à raison de trois fois vingt minutes et quatre fois une demi-heure le vendredi.

Depuis cinq semaines, en effet, ils protestent contre la direction de Turbo-méca, enireprise du Sud-ouest spécialisée dans la fabrication de turbomoteurs pour l'aéronautique et la SNCF, qui refuse de reconduire les accords sur les salaires et les congés payés des salariés. « *Le PDG, M. Szydlowski, cherche l'épreuve de force* », s'indignent les salariés. N'a-t-il pas publié récemment dans la presse locale une page vantant les mérites de son entreprise : 175e entreprise française, 5e pour les exportations aéronautiques nationales et 2e pour la région Aquitaine ?

Une réunion de conciliation départementale est prévue pour mardi 10 mars, mais les salariés n'attendent pas un déblocage de la situation.

Préretraite: l'accord est reparti pour deux ans

Une séance aura suffi pour aboutir à la reconduction de l'accord de juin 1977, grâce sans doute à l'attitude unitaire des syndicats

LES salariés démissionnaires du secteur privé pourront partir en préretraite à soixante ans au moins pendant les deux années qui viennent. En effet, l'accord sur la garantie de ressources au titre de la démission a été reconduit, tard dans la soirée du 5 mars, et ce jusqu'au 31 mars 1983.

Il aura fallu cinq heures aux partenaires sociaux, CNPF d'un côté, les cinq organisations syndicales de l'autre, pour s'entendre sur la reconduction dans les même termes d'un accord qui a bénéficié déjà à cent deux mille personnes.

Pour parvenir à signer dès la première séance, les négociateurs ont sérié d'entrée de jeu les problèmes, rangeant dans leur carton la lettre qu'ils avaient reçue quelques jours plus tôt de Matignon.

Le gouvernement n'avait-il pas exprimé le souhait que les négociateurs profitent de la séance pour abaisser d'un an ou deux l'âge d'accès à la préretraite à titre temporaire et dans les zones critiques ? Patronat et syndicats estiment que cette mesure entre plutôt dans le cadre des missions du Fonds national de l'emploi (FNE). Ils se renderont chacun à son tour chez le ministre du Travail pour qu'il leur précise sa pensée .. et le montant de sa contribution.

Autre facteur qui a favorisé la signature, l'attitude unitaire, adoptée dès la première interruption de séance, par toutes les organisations syndicales. Il reste pour les syndicats à régler le sort des chômeurs âgés parvenus en fin de droits et les conditions de leur accès au régime de la préretraite.

Prochaine négociation entre les syndicats et le patronat : le 17 mars prochain, pour renouveler un autre accord, celui de l'indemnisation du chômage partiel.

• **La société nouvelle** des aciéries de Pompey, filiale de Sacilor, a annoncé cent cinquante suppressions d'emplois au cours d'une réunion du comité d'établissement tenue mardi 2 mars.

Grève à l'AFPA

Le personnel pour la formation professionnelle des adultes craint la fermeture des sections de formation

LE personnel s'inquiète du plan quinquennal de formation professionnelle. Selon l'intersyndicale CGT - CFDT - FO, la formation alternée des jeunes entre les centres de formation et les séjours en entreprise va bénéficier au privé.

Les jeunes de moins de vingt-trois ans ne seront plus formés dans les centres de l'AFPA.

Il faudra s'attendre à la fermeture de sections.

Jacques Legendre a fait parvenir des directives aux préfets de région pour que soient étudiée la fermeture des centres de formation qui ne répondraient pas aux besoins du marché.

C'est pourquoi le personnel de l'AFPA a observé un arrêt de travail jeudi 5 mars, tant au siège, à Montreuil, qu'en province, dans les centres de formation, où les actions se sont multipliées depuis lundi dernier.

LUTTES

• **Les fédérations CGT et CFDT** des Finances et les syndicats CGT et CFDT de l'Institut national de la consommation s'élèvent, dans un communiqué, contre la mesure de licenciement prise par la direction de l'INC à l'encontre d'une dactylographe contractuelle qui demande sa réintégration après un congé de longue maladie.

• **Cent jours** pour obtenir des salaires minimaux de 3 000 F, tel est le délai que s'est donné la fédération générale agro-alimentaire CFDT. La FGA-CFDT s'est par ailleurs déclarée inquiète devant « *les menaces de suppressions d'emplois dans le groupe coopératif de l'Union laitière normande* ».

• **Les agents du central** de renseignements téléphonés de la SNCF à Paris, en grève depuis le 2 mars, ont décidé mercredi 3 mars, à la suite de négociations infructueuses avec la direction, d'occuper les locaux. Le mouvement déclenché à l'appel de la CGT et de la CFDT est destiné à obtenir de meilleures conditions de travail.

• **Le personnel du centre** de transfusion sanguine de l'hôpital Henri-Mondor de Créteil (Val-de-Marne) a décidé, à l'appel de la CGT et de la CFDT, de déclencher à partir de jeudi 6 mars une « *grève totale, reconductible tous les jours* ». Il entend ainsi durcir son action pour obtenir l'annulation des dix licenciements

• **Le personnel roulant** de la société hôtelière de restauration sur les trains du secteur Marseille, Toulouse et Nantes est en grève illimitée pour obtenir la réintégration d'un employé licencié.

BREF

• **Licenciements dans le bâtiment** en Moselle. L'entreprise Dal Pozzolo, d'Ay-sur-Moselle, mise en règlement judiciaire à la suite de difficultés dues à la crise dans la sidérurgie, a entrepris le licenciement de ses deux cent soixante-treize salariés. Une solution de reprise avec cent cinquante personnes est à l'étude.

• **Le syndicat CFDT** de l'ensemble des personnels de l'Assistance publique a appelé, jeudi 5 mars, à un rassemblement devant l'école des infirmières de la Salpêtrière, à Paris, pour protester contre le manque d'embauches d'infirmières diplômées qui se fait au détriment des malades et du personnel.

• **Le syndicat des armateurs de la pêche industrielle** de Boulogne-sur-Mer a dénoncé jeudi 5 mars la convention collective le liant aux syndicats de marins-pêcheurs jusqu'au 7 mai prochain. La réduction des effectifs par bateau, à l'origine du conflit de cet été, reste au centre du problème.

• **Les cheminots de Juvisy** ont déclenché, jeudi 5 mars, une grève de 24 heures reconductible. A l'appel de la CGT, les grévistes protestent contre la mise en place d'un nouveau poste d'aiguillage qui entraînerait la suppression de soixante emplois.

Pas touche aux contribuables!

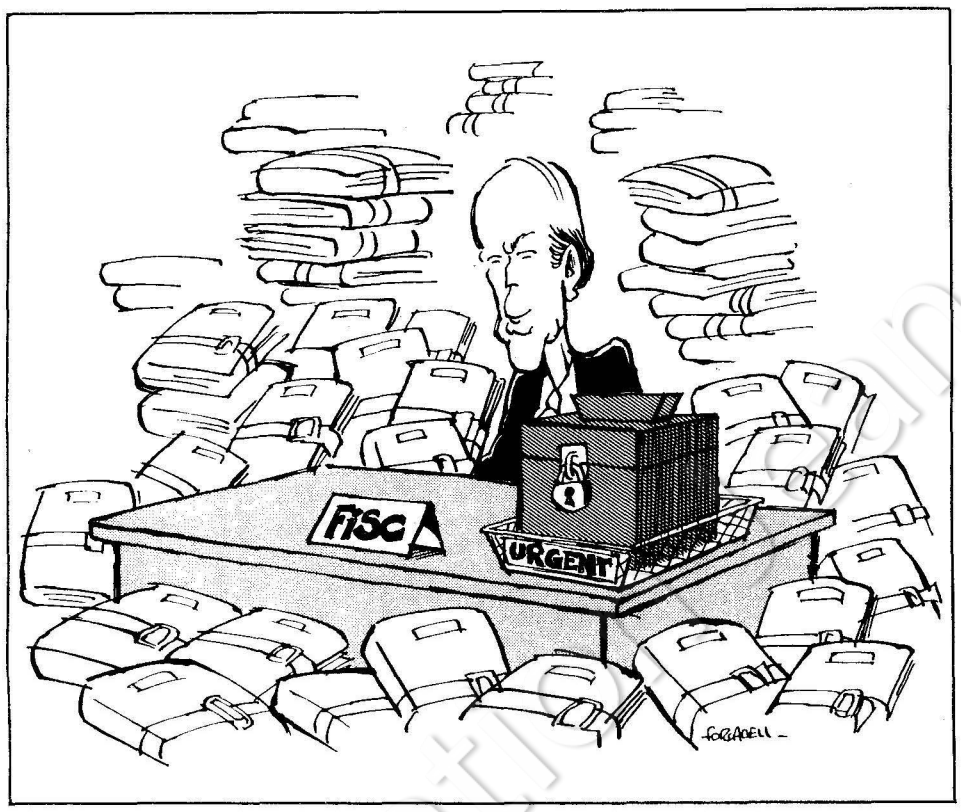
L'Etat prend le risque de mécontenter 15 000 agents des impôts pour éviter d'importuner 6 000 entreprises... et 600 000 contribuables.

NON seulement les « grandes manœuvres » ont commencé plus tôt que de coutume, mais elles compromettent plus de monde encore dans le corps de l'Inspection des impôts. Les consignes téléphoniques ont commencé de pleuvoir dès la première semaine de février.

Premiers touchés, les agents des brigades de vérification. A certains niveaux de la hiérarchie, on aurait même devancé l'appel.

Le 5 mars, des contrôleurs que l'on avait peut-être oubliés ont reçu la consigne verbale : pas de notification de redressement ni d'avis de vérification dans les deux mois qui viennent.

Des consignes qui soulèvent une fois de plus un tollé chez les organisations syndicales, le Syndicat national unifié des impôts (SNUI), mais aussi les autres, la CGT, FO et la CFDT. Et elles invitent leurs agents à les boycotter.



C'est qu'une telle mesure place les agents dans une situation délicate. Ils ont des quotas à respecter. Quatorze vérifications en moyenne sur l'année pour les inspecteurs qui contrôlent les entreprises. Avec la « pause fiscale », c'est du travail en plus pour les mois qui viennent. D'autant que les agents touchent en fin d'année une prime liée pour une part à leur travail.

« *Mais, surtout, de telles consignes — non écrites de surcroît — sont intolérables et contraires à notre déontologie.* » Outre six mille inspecteurs environ, la consigne touche cette année, selon le SNUI, un contrôleur des impôts sur deux. Or ils sont dix-huit mille. Au total, quinze mille mécontents. Pour laisser tranquilles six mille entreprises dont on ne vérifiera pas tout de suite la comptabilité, et quatre cent mille artisans et petits indépendants dont on ne vérifiera pas tout de suite le forfait, ainsi que les deux cent mille professions libérales qui sont également imposées au forfait.

Ce qui est nouveau cette année, c'est que les consignes sont systématiques et qu'elles couvrent un champ encore plus large. On n'était « aux petits soins », d'ordinaire, qu'à l'égard des grandes entreprises. Cette fois, la Direction nationale d'enquête fiscale, chargée des opérations particulières, comme les recoupements, la grande fraude, ou les particuliers avec un grand P — François Mitterrand en 1974 —, s'est vu conseiller, de réduire ses activités.

Ces agents, une centaine environ, peuvent toujours barrer les routes. Mais ils ne devront s'intéresser qu'aux flippers cachés dans les coffres, et aux vignettes non conformes.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, le fisc a de la mémoire... Il retrouvera son monde, à la sortie, et cela, c'est tromper le client (électoral). Qu'on se le dise...

C. M.

• **Les quatre-vingt-sept salariés** des Ateliers de construction métallique d'Héricourt (Haute-Saône), dont la liquidation de biens a été prononcée le 27 février dernier, viennent de recevoir leur lettre de licenciement. Des négociations seraient actuellement en cours avec une société prête à reprendre les Ateliers dont les effectifs seraient sérieusement allégés.

Rocard à Flers (Orne)

La région: une réponse concrète aux problèmes

DEVANT un important auditoire, jeudi 5 mars en fin d'après-midi à Flers, Michel Rocard a clairement dit sa foi en la victoire du candidat socialiste à l'élection présidentielle.

C'est évidemment de l'emploi qu'il a été question dans ce département de l'Orne où, de 1 310 demandes d'emploi en 1974, on est passé à 7 826 en 1980, et où, pour le seul secteur du bocage flérien, ce sont plus de 1 700 licenciements et 6 millions d'heures de travail qui ont été perdues depuis 1978.

Pour Michel Rocard, « *une assemblée régionale élue au suffrage universel, détentrice de véritables pouvoirs et maîtresse de ses choix, est une des réponses concrètes aux problèmes de l'emploi face à l'anonymat de la bureaucratie parisienne* ».

Si pour Michel Rocard il convient donc de décoloniser la province, il faut également relancer le mouvement de baisse progressive de la durée du travail, abandonnée depuis 1974, effectuer une forte relance de la politique de construction, ou, encore, mettre en place toute une politique d'appui aux PME, qui, pour Michel Rocard, « *ont un intérêt public* » et apparaissent comme créateurs d'emplois dans le proche avenir à condition, comme le proposent les socialistes, que soient modofiés de modifier l'épargne et le système des prêts.

En ce qui concerne les créations d'emplois dans les services publics, « *elles se feront au rythme permis par la relance* ».

Taux d'intérêt : l'engrenage

Les taux d'intérêt s'envolent à nouveau. En février, la Bundesbank provoquait indirectement une hausse de 9 à 12 %, puis 13,5 et 14 % des taux versés aux détenteurs de deutschemarks (DM). La France vient de suivre : sur le marché monétaire, où se refinancent les banques, le « coût de l'argent » est passé fin février de 10-11 à 12 %. Pourquoi ces hausses ? Quelles sont leurs conséquences ? Sont-elles inéluctables ?

ENTRE pays développés, les capitaux circulent pratiquement sans contrôle. Leurs détenteurs cherchent donc librement les placements les plus avantageux.

Quand une monnaie est faible, quand ceux qui reçoivent des sommes exprimées en cette monnaie cherchent immédiatement à s'en débarrasser, les pays qui émettent cette monnaie cherchent évidemment à les en dissuader. Ils leur offrent donc des taux d'intérêt de plus en plus élevés. C'est ce qu'avaient fait depuis plusieurs mois les Américains : pour soutenir le dollar affaibli, ils avaient augmenté les taux jusqu'à des sommets de 20 %. Le résultat s'est fait un peu attendre, mais dès que la confiance des détenteurs de capitaux a été restaurée par l'arrivée de Reagan, le dollar est remonté en flèche. Des sommes considérables exprimées en d'autres monnaies se sont reconverties en dollars.

Un prix prohibitif

Le mark, jusqu'ici monnaie reine, était déjà discuté depuis quelque temps : les exportations allemandes quel que soit leur dynamisme, s'essoufflent, en partie justement, parce que le mark est trop cher ; les clients de l'Allemagne, eux-mêmes en crise, hésitent maintenant à acheter des machines dont le prix, une fois transformé en franc, en lire ou en dollar, devient prohibitif.

En revanche, les sorties de marks pour les investissements allemands à l'étranger et les dépenses de tourisme allemand dans les « pays de vacances » n'ont pas diminué. La balance des paiements allemande est donc en déficit ; on offre plus de marks qu'on en demande et le mark baisse.

C'est pourquoi les autorités allemandes ont, à leur tour, cherché à rendre la détention de marks plus attractive, en augmentant leurs taux d'intérêt. Et la France, avec ses 60 milliards de déficit commercial annuel, a dû suivre. Mais des taux d'intérêt élevés ont des inconvénients sur l'activité économique interne. Ils rendent le crédit prohibitif.

Les entreprises, qui financent normalement 50 à 60 % de leurs investissements par emprunts, hésitent donc à investir et à créer les emplois correspondants. Les particuliers n'achètent plus de logements neufs, rechignent à se procurer des biens durables.

Un remède pire que le mal

Mais surtout les montants d'intérêts que les entreprises doivent payer aux banques à chaque échéance, représentent une ponction de plus en plus grande sur leur chiffre d'affaires. Les plus faibles y laissent leur vie : ce sont les faillites en chaîne et les licenciements. Les plus fortes n'ont qu'une solution : augmenter leurs prix pour pouvoir payer les intérêts. La hausse des taux d'intérêt est inflationniste. Y a-t-il des solutions ? La première consisterait à établir un contrôle total des changes. Le remède serait pire que le mal. Il conduirait au contrôle des échanges et à l'économie sous tutelle. On peut envisager d'autres solutions :

— Créer un double marché des changes ; un pour les détenteurs étrangers de capitaux, l'autre pour les nationaux. Sur ce dernier, les taux d'intérêt seraient fixés en fonction des impératifs économiques internes. Ils seraient donc diminués pour éviter les inconvénients des taux élevés. Mais les banques continueraient à verser aux détenteurs étrangers les intérêts nécessaires pour retenir leurs capitaux.

Cette solution serait d'autant plus appropriée que l'Etat exercerait un vrai contrôle sur la gestion des banques, ce qui permettrait de laisser le reste de l'économie fonctionner librement en l'ayant débarrassée de la tutelle des empires financiers, qui n'ont, comme horizon, que des comptes de « pertes et profits » et se moquent de l'intérêt général.

Robert NEVEUX

A l'occasion d'un discours de Bani Sadr

Heurts entre religieux et laïcs à Téhéran

L'opposition entre les partisans du président Bani Sadr et ses adversaires religieux s'envenime. Les incidents qui ont eu lieu jeudi ont mis en lumière le refus du chef de l'Etat de céder à l'intimidation.

LES très violents affrontements qui se sont produits pendant trois heures jeudi à Téhéran, à l'occasion d'un discours prononcé par le président Bani Sadr, ont fait de nombreux blessés.

Les bagarres ont mobilisé des centaines de personnes, tant du côté des partisans du chef de l'Etat que des manifestants se réclamant du « parti de Dieu », cependant moins nombreux. Après que les fanatiques religieux se furent attaqués à la foule qui assistait au discours prononcé à l'occasion du quatorzième anniversaire de la mort du docteur Mossadegh, le chef de l'Etat iranien a lancé plusieurs avertissements et appelé la police à agir. Il a ensuite demandé au peuple d'*« en finir avec ces gens-là »*. Aussitôt, des centaines de ses partisans se sont attaqués aux manifestants.

Au milieu du tumulte, le président Bani Sadr a interrompu à maintes reprises son discours et a montré à la foule, évaluée à plusieurs dizaines de milliers de personnes, les papiers d'identité et les documents saisis sur les manifestants arrêtés, des revolvers et des couteaux saisis. « Carte du centre idéologique du parti de la République islamique » (proche des religieux radicaux), « carte de membre des Pasdaran » (gardes de la révolution), a lu le président iranien du haut de la tribune. Bani Sadr a précisé : *« On dit que je suis contre les organisations révolutionnaires, mais je ne suis pas contre, je suis seulement contre ceux qui utilisent ces organisations pour créer des désordres. »*

Des heurts entre laïcs et religieux ont également eu lieu dans le nord du pays, à Lahidjan. Une vingtaine de personnes ont été blessées au cours des affrontements.

Se dirige-t-on vers un conflit ouvert entre l'iman Khomeiny et le président Bani Sadr ? On peut le penser. D'un côté, en effet, ce dernier, qui a été élu avec 75 % des voix, entend jouer pleinement son rôle de chef de l'Etat.



Les socialistes: aidez El Salvador

A l'initiative du groupe socialiste français au Parlement européen, qui en a négocié la teneur avec les autres groupes socialistes de la Communauté, à Bruxelles, une proposition de résolution sur El Salvador sera déposée lundi sur le bureau du Parlement européen, à Strasbourg, avec demande d'urgence. Le débat aura lieu dans la semaine.

Dans cette proposition de résolution, dont le premier signataire est Gérard Jaquet, président de la délégation socialiste française, à Strasbourg il est rappelé que la rébellion à El Salvador est un *« noble combat pour la libération »*. Partant du principe que les difficultés de ce petit pays d'Amérique centrale, où la torture et la répression ont causé en 1980 la mort de quinze mille Salvadoriens, ne sauraient être résolues que par des réformes sociales en profondeur et le rétablissement des libertés, le texte soumis au Parlement européen estime que l'aide militaire et technique accrue des Etats-Unis à la junte au pouvoir a *« pour but évident d'étouffer dans l'œuf toute résistance »*.

Dénonçant, par conséquent, les ingérences étrangères dans les affaires intérieures du peuple salvadorien, les socialistes condamnent *« avec indignation les tentatives du gouvernement américain de bloquer une décision de la Commission des communautés européennes visant à octroyer une aide alimentaire à la population d'El Salvador »*.

En conclusion, les socialistes européens exigent que la Communauté œuvre en faveur d'un *« règlement démocratique »* du conflit.

Jacek Kuron mis en liberté surveillée

LES autorités polonaises ont finalement mis à exécution jeudi les menaces de sanctions judiciaires qui avaient été formulées, le 8 février dernier, par le Parquet de Varsovie à l'encontre du principal mouvement d'opposition en Pologne, le Comité d'autodéfense sociale (KOR), dont l'animateur, Jacek Kuron, a été placé en liberté surveillée.

Historien de formation, comme son cadet Adam Michnik, autre figure dominante du KOR, Jacek Kuron (quarante-sept ans), qui fait partie depuis l'automne dernier des cadres du syndicat indépendant Solidarité de Lech Walesa, a été interpellé jeudi devant son domicile à Varsovie, alors qu'il venait de monter dans un taxi. Il se rendait à la gare pour assister à une réunion syndicale à Czestochowa.

Arrêté le 20 août dernier, alors que la grève des ouvriers de Gdansk menaçait de s'étendre à l'ensemble du pays, Kuron avait été relâché dix jours plus tard, en application de l'accord signé par le gouvernement avec les représentants des grévistes.

Washington se rapproche de Pretoria

L'EXPULSION de quatre diplomates américains du Mozambique accusés de se livrer à des activités d'espionnage au profit de la CIA a provoqué une secrète jubilation en Afrique du Sud. Cette affaire est intervenue moins de quarante-huit heures après l'entretien télévisé, très prosud-africain, du président Ronald Reagan. Le gouvernement raciste de Pretoria ne peut que se féliciter de cet accrochage entre Washington et Maputo.

Le rapprochement qui se dessine entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud, au nom d'une stratégie globale contre « l'expansionnisme soviétique », sera peut-être accéléré par cette affaire. Les spécialistes sud-africains, en tout cas, n'ont pas été exagérément surpris par l'expulsion des quatre diplomates.

Il paraissait en effet évident que les Sud-Africains, dans le raid à l'israélienne du 29 janvier dernier en territoire mozambicain, avaient bénéficié d'informations de première classe.

Argentine: un ministre et deux mitrailleuses

Selon la principale revue du Brésil, *Veja*, le ministre argentin de l'Economie, José Martinez de Hoz, ne circule que dans une voiture blindée. Une mitrailleuse est installée sous le plafond et une autre à l'arrière du véhicule. En outre, le ministre du général-dictateur de l'Argentine porte sur lui un pistolet calibre 45. Il fait bon vivre à Buenos Aires...

EN 24 HEURES

TUNISIE

Appel du premier ministre

Le premier ministre tunisien, Mohamed Mzali, a appelé, dans un discours jeudi soir à Tunis, les Tunisiens à s'unir avec son gouvernement pour *« mettre fin aux tentatives des fascistes et des extrémistes »* visant à provoquer une agitation sociale.

ÉQUATEUR

Fin du conflit frontalier

L'Equateur et le Pérou ont signé un accord mettant fin à leur conflit frontalier, grâce à la séparation de leurs forces armées dans la zone où elles s'étaient opposées, at-on appris jeudi à Quito de sources officielles. L'accord a été conclu après sept jours de négociations.

ÉTATS-UNIS

Soutien démocrate à Ronald Reagan

Le président Ronald Reagan a reçu jeudi matin à la Maison-Blanche le soutien de quarante-quatre membres démocrates de la Chambre des représentants pour son programme économique.

Le groupe de démocrates conservateurs, pour la plupart élus des Etats du sud des Etats-Unis, a même proposé au président de réduire de 11 milliards de dollars supplémentaires le budget de l'année fiscale 1982, en plus des 49,1 milliards déjà proposés par le gouvernement le 18 février dernier.

Nouvelle force navale américaine

Les Etats-Unis ont adopté une nouvelle stratégie navale afin de donner les moyens à la flotte américaine de contrer la marine soviétique, même dans ses propres eaux, a indiqué mardi John Lehman, secrétaire américain à la Marine.

Pour cela, le nombre des navires de guerre va être augmenté de 456 à 600 au cours des huit prochaines années, et celui des porte-avions de 12 à 15, a précisé Lehman.

OCÉAN INDIEN

Aménagement de Diego Suarez

Les Etats-Unis, en accord avec le gouvernement britannique, ont décidé de renforcer les infrastructures militaires de la base aéronavale de Diego Garcia, dans l'océan Indien, en construisant notamment de nouvelles pistes d'atterrissage et des aires de stationnement, a indiqué jeudi un porte-parole du Foreign Office.

PORTUGAL

Un groupe de deux cent cinquante anciens militaires portugais rapatriés d'Angola étaient entrés en Espagne la nuit du putsch manqué, le 23 février dernier, pour prêter main-forte à leurs amis espagnols d'extrême-droite, a-t-on appris jeudi de source policière à Madrid.

MAROC

Une délégation de la commission des lois du Sénat français est arrivée jeudi soir à Rabat pour une visite de deux semaines au Maroc. Parmi les membres de cette délégation, on compte Michel Dreyfus-Schmidt (PS - Territoire de Belfort).

IRLANDE

Bernadette Devlin à nouveau députée

Bernadette Devlin, qui dirigea le Mouvement des droits civiques et catholiques d'Ulster, pourrait redevenir députée à la suite du décès, jeudi, de Frank Maguire, député indépendant de Fermanagh et de South Tyrone (Irlande du Nord).

ANGLETERRE

A la recherche des Libyens

La section spéciale antiterroriste de Scotland Yard est à la recherche d'une douzaine de ressortissants libyens sopçonnés de faire parti d'un commando chargé d'assassiner, en Grande-Bretagne, des opposants libyens.

GRENADE

Davantage de touristes

D'après les statistiques du gouvernement révolutionnaire de Grenade, le nombre de visiteurs étrangers a augmenté de 2,4 % l'année dernière, soit 4 106 personnes de plus.

Superbénéfices pour les Américains

Canada: scandale dans le pétrole

Sept ans d'enquête prouvent que les sept grandes compagnies prétrolières, installées au Canada, ont amassé des super profits de 60 milliards de francs en vingt ans.

DANS un rapport de mille sept cents pages, publié après sept ans d'enquête, le gouvernement du Canada vient d'accuser les grandes compagnies pétrolières d'avoir considérablement augmenté leurs profits, au détriment des consommateurs.

Selon cette enquête, menée à la demande d'une association de consommateurs, les Canadiens ont ainsi payé, depuis 1958, plus de 12 milliards de dollars en trop, soit 60 milliards de nos francs, du fait de la politique de cartel pratiquée par les « septs sœurs » qui dominent le marché des hydrocarbures.

Si les profits amassés par ces compagnies pétrolières avaient été investis au fur et à mesure, cela représenterait 89 milliards de dollars environ, soit 450 milliards de francs. Devant ces chiffres, l'opinion publique canadienne a pris subitement conscience de la puissance économique et financière des compagnies. Les chiffres donnés dans ce rapport méritent d'être connus en France pour mieux comprendre le problème du pétrole.

D'après l'enquête, les quatre principales compagnies opérant au Canada (*Imperial* (Exxon), *Gulf Canada, Shell Canada* et *Texaco Canada*) ont utilisé tous les moyens possibles pour maximiser leurs profits. C'est ainsi qu'elles ont payé à des compagnies mères étrangères le pétrole importé à un prix 65 % plus cher que sur le marché libre. Leur contrôle quasi absolu du système d'oléoducs canadiens leur a donné la possibilité, après la crise pétrolière de 1973, de se réserver des traitements préférentiels et parfois des bénéfices de l'ordre de 250 %.

Leur mainmise sur les capacités de raffinage leur a permis d'« *exercer un contrôle très serré sur la production en amont et la commercialisation en aval* », précise le rapport. Les grandes compagnies ont ainsi empêché, par leur toute-puissance, l'arrivée sur le marché de détaillants indépendants.

Des preuves accablantes

Malgré les preuves accablantes fournies par ce rapport, le gouvernement canadien a choisi de ne pas aller directement devant les tribunaux. Le dossier va être confié à une commission chargée d'étudier les « *pratiques restrictives du commerce* ». Celle-ci sera en mesure d'écouter les explications des compagnies pétrolières.

L'important est que la nouvelle enquête soit rendue publique. Au cours des prochains mois, chaque ville du Canada recevra, à tour de rôle, une délégation d'experts qui fera connaître dans le détail les implications de cette affaire.

« *C'est par pur hasard,* affirme-t-on officiellement à Ottawa, *si cette enquête a été publiée une semaine avant la visite officielle du président Ronald Reagan* ». Ce document n'en apporte pas moins des arguments de taille au gouvernement canadien, au moment où la nouvelle administration américaine s'inquiète des « *limitations à la libre concurrence* » et des « *pratiques discriminatoires* » réservées aux compagnies américaines dans le programme énergétique canadien.

Les résultats de l'enquête effectuée au Canada viennent prouver une fois de plus que les compagnies pétrolières américaines sont les véritables bénéficiaires de la hausse des prix du brut. Alors que la droite s'acharne à faire retomber sur les pays producteurs de pétrole la responsabilité de la déstabilisation économique de l'Occident, ce sont des compagnies telles que la Shell et la Texaco qui retirent le maximum de profits de cette situation.

Union contre l'occupant vietnamien

Sihanouk prend la tête de la résistance cambodgienne

Pour la première fois depuis l'invasion du Cambodge par le Viêt-nam, en janvier 1979, un front commun des Cambodgiens est en train de se constituer. A sa tête, le prince Sihanouk, qui devrait rencontrer ces jours-ci à Pyongyang, capitale de la Corée du Nord, le chef des Khmers rouges, Khieu Samphan.

UNE fois de plus, Sihanouk a surpris le monde entier. Le 8 février dernier, il annonçait qu'il acceptait de prendre la direction d'une coalition antivietnamienne, rassemblant les Khmers rouges. Cette décision allait à l'encontre de toutes ses déclarations antérieures selon lesquelles les Vietnamiens constituaient un moindre mal par rapport aux sinistres Khmers rouges.

Exilé à Pyongyang (Corée du Nord), où François Mitterrand lui a récemment rendu visite, le prince Sihanouk pose cependant ses conditions à une telle alliance : appui matériel de la Chine, neutralisation du Cambodge après le départ des Vietnamiens, élections générales sous contrôle international.

En ce qui concerne la Chine, pas de problèmes : elle a aussitôt donné sa bénédiction à ce mariage de raison entre le prince et les Khmers rouges. Ces derniers ne feront sans doute guère d'histoires pour accepter les autres conditions : il ne leur en coûterait rien de promettre...

Mais pour quelle raison Sihanouk a-t-il fait cette volte-face ? Entre 1970 et 1975, il était déjà allié des Khmers rouges contre le régime pro-américain de Lon Nol. Cela ne lui avait guère réussi puisque, après la victoire, il fut, selon sa propre expression, « *rejeté comme un noyau de cerise* » par ses alliés d'hier. Expliquant sa récente décision, il a déclaré à l'envoyé spécial du *Monde* à Pékin : « *Personnellement, je n'ai aucune sympathie pour les Khmers rouges. Mais je ne peux concevoir une lutte contre les Vietnamiens sans eux.* » C'était là définir clairement l'objectif prioritaire : chasser l'occupant vietnamien du sol national. Pour y parvenir, tous les moyens sont bons, y compris le pacte avec le diable.

Sihanouk est un joueur. Mais son pari paraît hasardeux. A l'heure actuelle, les forces vietnamiennes sont plus implantées que jamais sur le territoire cambodgien, malgré les 30 000 Khmers rouges et les 8 000 Khmers non communistes qui organisent une résistance courageuse, mais plutôt symbolique. Plus grave : l'occupation des forces de Hanoi commence à être acceptée par les instances internationales. C'est ainsi que, lors de la conférence des non-alignés à New Delhi, cette occupation a été condamnée en termes modérés. Les Khmers rouges représentent toujours le Cambodge aux Nations unies, mais ils perdent chaque année de l'influence. S'il ne veut pas se résigner à une vietnamisation du Cambodge, Sihanouk n'a sans doute d'autre choix que de s'allier avec ses ennemis d'hier.

Son principal allié, cependant, c'est la Chine, qui veut étendre son influence en Asie, tout en maintenant le Viêt-nam sur le pied de guerre. Or la Chine a changé politiquement, depuis le règne des Khmers rouges : elle a précisément pris ses distances avec ceux-ci. Aussi, lors de la victoire éventuelle sur les Vietnamiens, Sihanouk espère bien que Pékin empêchera une nouvelle mainmise des Khmers rouges sur le pays.

On n'en est pas encore là. L'aide militaire de la Chine ne paraît pas encore déterminante, face aux vingt divisions superarmées de Hanoi. La victoire de la résistance cambodgienne est loin d'être évidente. La restauration de l'indépendance de l'ancien royaume khmer n'est donc pas pour demain.

Alain GARABIOL



30 000 Khmers rouges mènent des actions de guérilla au Cambodge (Photo AP)

Les suites de l'arrivée de Reagan à Washington

Le golfe Persique doté d'une force multilatérale permanente

Soutenus par la la France et la Grande-Bretagne, les Etats-Unis veulent constituer une force militaire permanente pour pallier les insuffisances des armées du golfe Persique.

AVEC une insistance que justifie la situation internationale, la sécurité de la région du Golfe hante les esprits des dirigeants occidentaux qui semblent opter aujourd'hui pour la constitution d'une force multilatérale permanente devant pallier les insuffisances des armées locales.

L'idée n'est pas nouvelle. Les Etats-Unis l'avaient proposée dès le début du conflit irako-iranien. Elle est revenue sur le tapis à l'occasion de la visite à Washington, la semaine dernière, de Margaret Thatcher, premier ministre britannique.

« *Nous avons là-bas des unités navales et nos amis français en ont aussi* », a souligné le premier ministre britannique. « *Certains pays de l'OTAN, agissant ensemble et avec le consentement et la coopération des pays de la région, peuvent contribuer à la sécurité de la région* », a-t-elle ajouté.

La réaction des Etats riverains du Golfe ne s'est pas faite attendre. La presse a aussitôt répercuté le point de vue que les dirigeants de la région répètent inlassablement depuis deux ans : la sécurité du Golfe relève des seuls Etats riverains. Emanant en outre d'un premier ministre britannique, la proposition était doublement inacceptable pour les pays du Golfe d'où les derniers soldats britanniques ne se sont retirés qu'en 1971.

La chute du shah d'Iran et l'intervention soviétique en Afghanistan ont ramené la sécurité du golfe Persique au premier plan des préoccupations occidentales. C'est ainsi que les Etats-Unis ont mis sur pied une « force d'intervention rapide » (100 000 hommes) pour la région. Leurs alliés occidentaux y ont dépêché des navires : une soixantaine au total. Washington, enfin, a conclu des accords avec le sultanat d'Oman, la Somalie et le Kenya pour utiliser des bases militaires qui seront autant de relais avec celle de Diego Garcia, dans l'océan Indien.

Les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux, notamment la France qui, depuis l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison-Blanche, ne cache plus son enthousiasme pour une Amérique « forte », s'inquiètent de la faiblesse militaire des Etats riverains du golfe Persique. Les armées de l'Irak (240 000 hommes) et de l'Iran (250 000 hommes) sont en effet engagées dans un conflit qui limite leurs possibilités de manœuvres. Au demeurant, depuis la chute du shah, l'Iran n'est plus un allié sur lequel l'Occident puisse compter.

Les armées des autres Etats du golfe Persique n'ont que des effectifs limités : 12 400 hommes au Koweit, 2 500 à Bahrein, 14 200 pour le sultanat d'Oman, 4 700 pour le Qatar. Quant à l'armée de l'Arabie Saoudite (47 000 hommes bien équipés), qui bénéficie de l'appui des 20 000 soldats de la garde nationale et de 6 500 garde-frontières, elle n'est pas en mesure, à elle seule, de contrer un danger menaçant la totalité du Golfe.

BREF

Victoire de la droite à Kingston

Le Parti travailliste de la Jamaïque, formation politique gouvernementale, a remporté dimanche les élections municipales jamaïcaines.

Ces résultats font apparaître que le Parti travailliste remporte 185 sièges tandis qu'il n'en revient que 21 à l'opposition, le Parti national du peuple de l'ex-premier ministre Michael Manley.

• **PARIS.** — Le roi Hassan II du Maroc s'est entretenu en tête à tête avec le président Valéry Giscard d'Estaing, jeudi soir, au cours d'un dîner privé à l'Elysée.

• **PÉKIN.** — Les relations diplomatiques entre la Chine et les Pays-Bas ont été réduites dans les faits, jeudi, au niveau de chargés d'affaires, à la suite de la vente par La Haye de deux sous-marins à Taiwan.

Defferre à Alger

Une délégation du Parti socialiste, présidée par M. Gaston Defferre, député-maire de Marseille, se rendra à Alger les 28 et 29 mars à l'invitation du FLN.

Cette délégation sera composée de six responsables socialistes, dont Véronique Neiertz, chargée des relations internationales au secrétariat national du PS.

De la publicité sur les ondes pirates

Canal 75 , dont le budget mensuel est estimé à 150 000 francs, démarre lundi avec de vrais professionnels

« *CANAL 75 n'est pas une radio pirate de plus, mais une station de professionnels* », a déclaré Patrick Farbias aux premiers visiteurs de ses studios. L'ancien animateur de Radio 93 et de Radio-Paris 80 — émetteur qui a été en activité huit heures par jour pendant quatre mois l'an dernier, jusqu'à ce que son matériel soit saisi en juin par la police — s'est associé pour l'occasion avec Maurice Séveno. « *L'entreprise paraît certes risquée,* a expliqué pour sa part l'ancien journaliste de l'ORTF, *mais c'est aussi un pari lancé contre le monopole. L'Etat bafoue ses propres lois. Il faut qu'il y ait d'autres lois sur les ondes.* »

Afin d'éviter les difficultés que connaissent ses concurrents, Canal 75 sera donc animé par des gens du métier. Tenir un micro, on l'oublie trop souvent, n'est pas si facile. Cette fois, les erreurs des pionniers devraient être évitées : une vingtaine de journalistes seront responsables des nombreux bulletins d'information prévus tout au long des journées. Il est même question de diffuser des journaux en arabe et en berbère vers 6 h du matin pour les travailleurs immigrés.

Le projet, on le voit, est ambitieux. Mais il coûte cher : le budget de fonctionnement est estimé à 150 000 F par mois. Une campagne de souscription a, par conséquent, été lancée « *pour gagner la bataille de l'information et de la communication* ». De plus, les animateurs de Canal 75 ont décidé de « *briser les tabous* » en recherchant un financement par la publicité.

« *Mais,* assurent-il, *ce sera une publicité différente de celle qu'on peut entendre sur les ondes périphériques ; elle sera strictement limitée à cinq minutes par heure* » Cette publicité concerne « *au premier chef les petits annonceurs qui n'ont accès ni à la télévision ni aux radios* ».

Ouverte sur la rue, sur la vie de quartier, Canal 75 diffusera des programmes 24 heures sur 24, en modulation de fréquence, sur 88,80 MHz. Son information sera « *non conformiste et irrévérencieuse* », les émissions plus « populaires » le matin, davantage « culturelles », l'après-midi, surtout « musicales » la nuit. On jugera à partir de lundi.



« **Canal 75 » s'installe.** (Photo Keler/Sygma).

Visiblement optimistes, Patrick Farbias et Maurice Séveno ne craignent pas le brouillage. « *Notre émetteur est particulièrement puissant pour que les émissions soient recevables clairement dans tout Paris intra-muros.* » Cette dernière phrase semblait être un défi lancé dans la salle à l'inévitable inspecteur des renseignements généraux...

Depuis quelques semaines, les policiers ont, en effet, reçu des nouvelles consignes et la répression s'abat sévèrement sur les radios libres. Pascal Defrance, l'animateur de Radio-Lille 80, a, en particulier, été matraqué lors de la saisie du matériel de sa station, mercredi. A-t-on voulu l'empêcher, en tant que candidat à l'élection cantonale qui doit désigner dimanche le successeur de Norbert Segard, de s'exprimer ?

Radio K, qui devrait diffuser des émissions à, partir du 9 mars de San Remo vers le sud de la France, a en revanche obtenu la levée de l'interdiction d'émettre qui avait été notifiée par le ministère des Postes et Télécommunications italien, le 21 janvier dernier.

Carine LENFANT

Sursis pour deux condamnés à mort

Le verdict qui condamnait Jean-Luc Rivière et Mohammed Chara à la peine capitale a été cassé.

LA Cour de cassation vient d'annuler deux condamnations à mort, mais il reste encore dans nos prisons cinq hommes menacés de la peine capitale, dont les recours devant cette même instance vont être examinés.

Jean-Luc Rivière et Mohammed Chara avaient été condamnés le 18 octobre dernier par la cour d'assises du Pas-de-Calais, qui les avait déclarés coupables du meurtre d'Irène Sobon, l'épouse d'un entrepreneur de Méricourt-sous-Lens, et de Sandrine, sa petite fille âgée de seulement cinq ans. Le jury leur avait refusé les circonstances atténuantes en répondant simplement « non » à la question posée. Or l'article 359 du code de procédure pénale stipule que « *toute décision défavorable à l'accusé, y compris celle qui refuse les circonstances atténuantes, se forme à la majorité de huit voix au moins* ». La réponse du jury aurait donc dû être : « *Non, à la majorité de huit voix au moins.* »

Au début de son réquisitoire, l'avocat général Dullin a précisé « *à l'intention des personnes mal éclairées ou mal intentionnées..., et des partisans de l'abolition de la peine de mort qui ont affirmé que la chambre criminelle de la Cour de cassation était hostile à cette peine et qu'elle en cassait systématiquement les arrêts. Tant que la mort subsistera au sommet des peines prévues par l'article 7 de notre code pénal, les arrêts prononçant cette peine ne seront pas cassés si aucune irrégularité n'est relevée et constatée dans la procédure.* »

Le sort des autres condamnés à mort sera donc examiné dans cet esprit par la Cour de cassation.

Pierre POIX

Encore témoin ou déjà suspect?

LES policiers de la brigade criminelle ont demandé, jeudi soir, une prolongation du délai de garde à vue de vingt-quatre heures pour Xayne Xunebane, le principal témoin de l'affaire de la dépecée de la faculté de médecine à Paris, Carole Simon.

Xayne Xunebane avait quitté la France le 10 février à destination de Bangkok, la capitale thaïlandaise. Il a regagné Paris jeudi matin par avion. Il était attendu à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle par des inspecteurs de la brigade criminelle qui l'ont aussitôt conduit Quai des Orfèvres pour de nouvelles auditions.

Le Laotien, qui était un ami de la victime, avait déjà été longuement entendu dès l'identification de Carole Simon, qui avait exigée plus d'une semaine de recherches : le cadavre, en effet, non seulement avait été décapité, mais les empreintes digitales étaient effacées à la soude caustique.

Le jeune Laotien avait été entendu à plusieurs reprises et laissé en liberté. Il était donc parti sans autres formalités pour l'étranger.

D'autre part, les enquêteurs souhaitent l'entendre sur son emploi du temps. Dans une interview à l'hebdomadaire *Paris-Match*, réalisée à Bangkok, Xunebane déclare qu'il pourrait avoir vu Carole Simon pour la dernière fois le 23 décembre dans la soirée et non pas le 22 comme il l'avait dit précédemment aux policiers.

22 ou 23 décembre ? La question est essentielle, car les médecins légistes ont établi que Carole a été assassinée dans la nuit du 23 au 24 décembre.

Les Français ne veulent pas d'ordinateur à la mairie

C'est ce que confirme un sondage publié par la société Information et Documentation des collectivités locales

La majorité des Français reste hostile à l'introduction de l'informatique dans la gestion municipale. C'est ce que confirme un sondage publié par la société Information et Documentation des élus des collectivités locales à l'occasion d'un colloque qu'il organise jusqu'à samedi à Bron, dans la périphérie de Lyon.

RÉALISÉ du 13 au 24 février dernier par l'Institut français de démoscopie, ce sondage analyse les réponses d'un échantillon de mille personnes, jugées représentatives de l'ensemble de la population française. Il fait d'abord apparaître que près de la moitié des gens consultés se disent opposés à l'informatisation de leur propre commune : 20 % très défavorables plus 29 % assez défavorables, soit un total de 49 %. Un nombre d'entre eux sensiblement inférieur se déclarent au contraire acquis à un tel principe : 36 % assez favorables et 10 % très favorables, soit 46 %. Seulement 5 % s'avouent sans opinion.

Un examen plus détaillé précise que la proportion des administrés convaincus décroît avec la dimension des agglomérations où ils vivent : de 49 % dans la région parisienne à 31 % dans les communes rurales.

Le nombre des sceptiques croît à peu près inversement de 47 % dans la capitale jusqu'à 61 % à la campagne.

L'absence d'avis reste beaucoup plus rare dans les grandes villes autres que Paris, avec 3 %, mais culmine aussi bien dans les cités moyennes que dans les villages, autour de 8 %.

Socialement, les professions libérales et les cadres apparaîtraient moins résistants que les agriculteurs, les ouvriers, les artisans et les petits commerçants. Ces attitudes peuvent s'expliquer par les opinions auxquelles les questionnés s'associent sur ce sujet : 43 % estiment que « *l'informatique communale entraînera une augmentation du chômage* » ; 34 %, que c'est « *un moyen de ficher la population* » ; et 36 % ne croient pas que cela « *permettra de réduire les dépenses de la commune grâce à une meilleure gestion* ».

Les questions les plus controversées portent sur les incidences pratiques de tels équipements pour les usagers. Face à l'affirmation selon laquelle « *l'informatique communale permettra d'améliorer la qualité du service rendu au public* », 35 % se situent comme « le plus d'accord » contre 32 % « le moins d'accord ». Si l'on prétend en revanche qu'elle « *rendra le public esclave de la machine, ce qui risque de compliquer les démarches administratives* », 35 % s'inscrivent comme « le moins d'accord » contre 33 % « le plus d'accord ».

Ces réponses tendent à prouver que le développement des ordinateurs dans les mairies n'est nullement perçu comme un choix purement technique aux incidences financières claires. Il est davantage ressenti comme une option politique, voire philosophique, aux conséquences complexes, sinon contradictoires. La position sociale des Français semble influer autant que leur expérience de l'informatique sur leurs jugements. Il appartient donc aux élus plus qu'aux techniciens de leur donner tort ou raison.

Femmes tous azimuts

LE « torchon brûle » entre les différentes associations féministes. Les femmes ne manifesteront donc pas de façon unitaire les 7 et 8 mars.

La majorité des groupes et des collectifs de quartier ainsi que le MLAC appellent à se rendre samedi à 14 h place de la République à Paris. Et le collectif des Répondeuses, en liaison avec la librairie Carabosse, organisera dimanche, salle Wagram, une fête qui, une fois de plus, sera interdite aux hommes.

Le MLF tendance psychanalyse et politique se réunira de son côté le 7 mars au métro parisien Arts-et-Métiers. Boudant la salle Wagram, il animera une rencontre sur « les femmes et la politique » au Bataclan, boulevard Voltaire, dans le XIe arrondissement.



INCERTAINS SOURIRES

A L'ECOUTE DES PANDAS CHINOIS

Des pandas-émetteurs, c'est la trouvaille que lance le Fonds mondial pour la nature, en collaboration avec le gouvernement chinois, pour mieux protéger cette espèce considérée comme symbolique des animaux en voie de disparition. Les quatre cents à mille pandas qui subsistent encore dans le pays seront dotés de colliers radiophoniques qui permettront de les suivre à distance par la voie des ondes et de mieux connaître leurs mœurs. Cet espionnage devrait en particulier révéler des détails sur leur mode de reproduction à l'état sauvage utilisables pour encourager la nativité en captivité. N'en déplaise à la pudeur des pandas.

JUMEAUX A LA TONNE

Des hippopotames jumeaux sont nés au zoo de Prague. Leur maman, Zaïre, et les deux petits, qui n'ont pas encore été baptisés, se portent comme des charmes. Une installation spéciale de télévision a été mise en place pour éviter que la curiosité des visiteurs ne leur pèse.

FEMINISTES OBLITERABLES

Pionnières de l'émancipation des Canadiennes, quatre féministes du siècle dernier auront l'honneur d'être représentées en effigie sur des timbres postaux, a promis André Ouellet, ministre des Télécommunications du pays.

FLEURS ET COURONNES DU GUIDE KLEBER

Trois nouveaux restaurants se trouvent distingués par le classement dans la catégorie supérieure des « triples couronnes » de l'édition 1981 du guide Kléber. Il s'agit de l'établissement de Gérard Vié, à Versailles ; de Lameloise, Chagny, en Saône-et-Loire ; et du Café de Paris à Biarritz. Le Bretagne, de Questambert, en Morbihan, a tout au contraire été rétrogradé au rang des « doubles couronnes ».

SURVETEMENTS SOUS-EVALUES

Parce qu'il ne vendait pas ses survêtements assez cher, un camelot a été interpellé par la gendarmerie de Mulhouse. Surprises par les prix défiant toute concurrence qu'il pratiquait sur les marchés, deux chalandes avaient alerté le dépositaire local de la marque. Celui-ci ayant prévenu à son tour le fabricant, il apparut que les marchandises bradées pouvaient provenir d'un lot valant 500 000 F, dérobé le 17 février dernier dans une usine de Fitilieu, dans l'Isère. Bien que dénué de toute patente de forain, le commerçant trop bon marché a été relâché sur présentation de ses factures, cependant que les vêtements étaient placés sous scellés en attendant les conclusions de l'enquête.

CHEVEUX TE DIRE ADIEU

Parce que sa femme lui faisait la tête, il la lui avait tondue. Claude Becmann, vingt-six ans, récupérateur à Bar-le-Duc, dans la Meuse, vient d'être condamné à deux mois de prison fermes et quatre mois avec sursis par le tribunal correctionnel de cette ville pour ce délit commis au saut du lit.

Rasée par surprise, son épouse avait porté plainte en excipant d'un certificat d'incapacité de travail d'une durée de 15 jours. Elle a obtenu 1 200 francs de dommages et intérêts, de quoi s'offrir une perruque en attendant d'avoir récupéré sa chevelure.

COUVER LES PONDEUSES

Pitié pour les animaux de ferme, association britannique de défense des bêtes, lance une campagne contre l'élevage industriel des volailles. L'organisation tire argument du jugement rendu par une cour d'appel de République fédérale allemande, condamnant comme *« incompatible avec la convention européenne pour la protection du bétail »* la pratique de l'élevage en cage. Elle invite la population à faire pression sur le ministre de l'Agriculture pour interdire cet usage, « contraire » aux besoins physiologiques et éthologiques des pondeuses, et réclame en somme une éthique du poulet.

UN BALLON DANS L'EAU

« Plouf ! » Tel a été le seul bruit entendu par les cinq cents badauds réunis à Nagashima, au Japon, pour assister au lancement d'un ballon destiné à traverser le Pacifique. Par suite d'une erreur de son constructeur, Rocki Aokia, quarante-deux ans, l'engin rempli d'hélium et d'un diamètre de 45 mètres, est tombé dans la piscine du voisin.

TRIBUNE

Drogue et violence: symptômes d'une société

par André Henry (*)

LA Fédération de l'Education nationale vient de rendre publics deux documents de la plus haute importance : le premier est une brochure consacrée au fléau que représente la drogue, brochure accompagnée de recommandations syndicales très précises pour aider les jeunes et les personnels d'éducation à organiser l'indispensable lutte en profondeur; le second rassemble les conclusions d'une étude menée par la FEN depuis décembre dernier sur le phénomène de la violence et du racket dans les établissements d'éducation et de formation, étude qui se conclut par une série de douze propositions.

Ces deux documents ont été remis au premier ministre, au ministre de l'Education nationale et à l'ensemble des autorités de l'Etat concernées.

Pourquoi ces prises de position et ces propositions de la part de la FEN? Pour deux raisons majeures.

La FEN ne saurait prendre son parti des agressions conduites contre le service public de l'Education nationale aussi bien par les hommes au pouvoir, non sans arrière-pensées, que par une partie de l'opinion, intoxiquée par les médias et qui méconnaît les réalités de la vie quotidienne dans les établissements d'éducation. L'école laïque ne doit pas servir de bouc émissaire.

Or, il est trop facile de laisser l'Education nationale et les universités se débattre dans des conditions de vie et de travail difficiles, faire face à des budgets de régression et d'abandon, réparer en permanence les conséquences souvent dramatiques des choix du pouvoir, pour les accuser ensuite de tous les maux de la terre.

La FEN entend donc situer clairement les responsabilités, en montrant notamment que, s'il existe chez beaucoup de jeunes un sentiment de révolte, entraînant délinquance et violence, cela est dû pour une très large part à la politique d'inégalités et d'injustices sociales, imposée par le pouvoir, et à la crainte du chômage pour l'avenir. L'environnement de l'école est un environnement de violence; le désir d'acheter est exacerbé chez les jeunes par la publicité qui les prend pour cible essentielle; l'usage de la drogue constitue fréquemment une réponse agressive de contre-culture.

Les éducateurs syndicalistes cherchent par conséquent à susciter chez les jeunes des réactions plus saines.

C'est pourquoi la FEN préconise la création partout de comités d'accueil, d'information et de dialogue, regroupant dans les établissements des personnels d'éducation, des jeunes et des parents, pour démystifier le phénomène drogue, en montrer les graves dangers et entraîner les jeunes dans une attitude plus responsable d'autoéducation.

Mais aussi la FEN interpelle le gouvernement pour exiger de lui une autre politique, en mettant en avant la nécessité d'humaniser les établissements d'éducation et de formation. Les concentrations d'élèves sont génératrices de vol, de drogue et de violence. Réduire à six cents ou à huit cents élèves les établissements, c'est réaliser des communautés éducatives à visage humain, dans lesquelles les jeunes aimeront vivre.

Créer une architecture nouvelle, donner à chaque classe la possibilité de se retrouver dans d'autres salles pour lire, discuter ou animer des clubs, créer les postes nécessaires du personnel de service médical, sanitaire et social, des conseillers d'éducation, des surveillants, des agents, des administrateurs, des personnels de gestion, etc., c'est assurer un environnement indispensable à l'enseignement.

En revendiquant un surveillant pour cent élèves, la FEN ne retourne pas vers le passé; elle estime que ces hommes et ces femmes de dialogue peuvent jouer un rôle nouveau considérable pour transformer le climat des établissements et aider les jeunes à prendre en charge une part de leur éducation.

Aller dans ce sens, c'est aussi réaliser une meilleure qualité du service public. Mais il y faut d'autres choix politiques que ceux auxquels nous sommes confrontés actuellement.

** Secrétaire général de la Fédération de l'Education nationale.*

Le PS à l'ecole d'Evry

AU cours d'une conférence de presse organisée au siège parisien du Parti socialiste. Louis Mexandeau, délégué national à l'Education nationale, a lancé les invitations pour participer au rassemblement public qui se tiendra le dimanche 15 mars à Evry, dans l'Essonne, sous la présidence de François Mitterrand et de Lionel Jospin, à l'occasion de l'inauguration d'une école maternelle.

Louis Mexandeau en a profité pour rappeler les positions du PS sur l'éducation. Après avoir établi un « bilan globalement négatif » de la politique suivie par le gouvernement en la matière (réduction des moyens budgétaires, échec de la réforme Haby, étouffement des universités, détérioration des disciplines sportives et de la médecine scolaire, écrasement des lycées d'enseignement professionnel, exclusion des étrangers), il a dénoncé *« l'hypocrisie des propositions »* du ministre Christian Beullac sur l'amélioration de la formation des maîtres dans une situation où il y a insuffisance des effectifs.

Il a insisté sur la nécessité de donner un nouveau souffle à l'école, proposant un projet global prenant en compte une augmentation des effectifs mais capable aussi *« de rendre aux enseignants la dignité et la joie d'enseigner.*

Louis Mexandeau a conclu son exposé en insistant sur l'utilité de réaliser une véritable « unification de l'éducation » et en précisant les objectifs à atteindre : décentralisation, libération et diversification des pédagogies, débureaucratisation du système.

Un service privé, troisième «grand» des transports en commun

DES millions de banlieusards parisiens prennent chaque jour le train, le métro, l'autobus ou le car. A côté des deux grands « transporteurs » que sont la RATP et la SNCF, l'APTR (Association professionnelle des transporteurs publics routiers de voyageurs de la région parisienne) et ses 5 550 km de réseau occupent une place non négligeable.

Lors de sa création, en 1948, l'association avait pour objet de grouper les entreprises exploitant des services réguliers de voyageurs par autocar en région parisienne. Au fil des années, l'administration lui a reconnu la qualité de véritable gestionnaire (par délégation) d'un service public. En accord avec elle et avec le Syndicat des transports parisiens (STP), le gouvernement a créé un régime de convention d'exploitation d'une durée de huit ans renouvelable. Depuis 1959, le STP contrôle l'exploitation du réseau APTR et le fait bénéficier de concours financiers.

Mais, au-delà, l'APTR regroupe soixante-trois entreprises privées, qui comptent entre 4 et 100 employés ou plus. Le président, Pierre Boyer, a indiqué que son association n'avait pas de politique sociale globale. Représentant avant tout un groupement d'entreprises privées, les dirigeants de l'APTR tiennent à rester maîtres chez eux, et définissent comme ils l'entendent leurs rapports avec les salariés.

« La RATP est confrontée à un mouvement syndical puissant », ajoute le président, comme pour souligner qu'il n'en est rien à l'APTR. *« Mon patron préfère les salariés qui ne comprennent pas leur fiche de paie. »* Cette réflexion, recueillie auprès d'un conducteur de car devant la gare de Versailles, est-elle significative ? Après deux ans d'ancienneté, un conducteur-receveur, qui travaille quarante-deux heures par semaine et un dimanche sur quatre, perçoit 3 400 F par mois, y compris les diverses primes

Dernière sortie pour Fécamp?

Les amateurs essaieront de sortir en beauté, en Coupe de France contre Strasbourg

Vendredi et samedi se disputent les seizièmes de la Coupe de France 1981. Une fois de plus, les feux de l'actualité se braquent sur les équipes de première division, Nantes-Paris-SG et Sochaux-Monaco étant les matches-vedettes. Nous nous sommes intéressés à l'équipe de Fécamp, opposée samedi soir à Strasbourg, ce qui devrait, hélas, mettre un terme à la belle aventure du club amateur.

DIMANCHE 15 FEVRIER, vers 17 heures, le drapeau rouge et noir, les couleurs du club normand, flottait sur Fécamp. Pour la première fois de son histoire, l'équipe locale venait de se qualifier pour les seizièmes de finale de la Coupe de France. Le petit port normand, qui n'avait jamais connu une telle effervescence, était prêt à accueillir ses héros. Au milieu de l'enthousiasme général, M. Claude Pollet, président de l'US Fécamp, avait du mal à cacher sa joie : « *Je n'arrive pas encore à y croire. Nous sommes aujourd'hui les Cendrillon de la Coupe de France, c'était là notre seule ambition.* »

Fécamp s'était qualifié pour les trente-deuxièmes de finale en éliminant Lunerav, Port autonome du Havre et Cany, clubs de division d'honneur régional, puis Dieppe et le Racing, équipes de troisième division, et enfin Abbeville, club de deuxième division.

Cette victoire sur Abbeville restera longtemps gravée dans les mémoires fécampoises. Les Normands ne s'étaient imposés que par 7 à 6 après avoir tiré les pénalties.

C'est le jeune lycéen Jean-Pierre Dallet (dix-sept ans), qui a inscrit le but victorieux. Un but qu'il n'est pas près d'oublier, comme ce télégramme de félicitations que lui ont envoyé des pêcheurs fécampois qui se trouvaient... à Terre-Neuve.

Qualifiés pour les seizièmes de finale, les Normands, qui savaient très bien que l'aventure risquait de s'arrêter là, voulaient s'offrir un dernier luxe, rencontrer Saint-Etienne lors du prochain tour. Le tirage au sort ne leur a pas donné satisfaction. Cependant, Fécamp affrontera, samedi au Havre, le Racing-Club de Strasbourg. Ainsi, le club se mesurera, pour la première fois, à une équipe de première division. Cette rencontre est d'ores et déjà considérée, à Fécamp, comme l'événement de l'année.

Au cours des derniers jours, la vente d'écharpes, de briquets, de bonnets aux couleurs du club a atteint les sommets. Toute la ville s'est parée de rouge et noir. Que ce soit au bureau ou dans les cafés, le principal sujet de conversation reste le même, une éventuelle victoire sur Didier Six et ses équipiers. Le petit port normand vit à l'heure du ballon rond.

M. Claude Pollet, qui veut lui aussi croire aux chances de son club, nous a déclaré : « *Sur un match aller-retour, l'équipe professionnelle doit se qualifier. Mais tout peut arriver. Qui aurait dit que Saint-Etienne perdrait sur son terrain contre Ipswich ? De toute façon, on ne prendra sûrement pas un carton.* »

Philippe BALLAND

CHRONIQUE

Elles peuvent courir

BEA me regarde en souriant. « Tu as vu ? Ils ont ajouté le marathon féminin au programme des Jeux de Los Angeles. C'est chouette ! » *Longtemps, on a tous ignoré son amour de la course à pied. Petite bonne femme discrète, timide, elle se taisait ou existait pour la forme dans un coin du studio de télé. Et puis, l'an dernier, on l'a vu crever d'envie devant le marathon-rêve américain. Elle fredonnait :* « New York, New York », *et c'était comme si ses trainings martelaient en cadence le bitume fumant de Manhattan. Elle a murmuré :* « Un jour, moi aussi, j'y serai. »

Zurich, un soir d'été : « Quelle fille, cette Kazanzina ! Elle s'entraîne comme les hommes, trente kilomètres pas jour. A Moscou, elle aurait battu dix hommes sur quinze cents... On a toujours cru que notre cœur battait plus vite, que la graisse nous retardait ! Eh bien, c'est faux, archi-faux ! Sur les longues distances, nous sommes moins crevées que les mecs, plus endurantes par nature... Moi, j'ai pas encore fait les quarante-deux bornes, seulement deux, mais je ne cours que depuis un an. »

Le premier championnat de France de marathon eut lieu à Montataire (Oise) en septembre 1980 : vingt-sept femmes sous les minima. A New York, Grete Waitz a mis deux heures vingt-cinq minutes quarante et une secondes ; comme Mimoun à Melbourne en 1956. Si Coubertin revenait, lui qui rêvait de « mâles et de race blanche » ! *En 1928, il écrivait :* « La participation des femmes aux Jeux, j'y demeure hostile. C'est contre mon gré qu'elles ont été admises à un nombre grandissant d'épreuves. » *Carrément miso, le baron.* « A mon avis, *explique Béa,* c'est grâce à Berlioux. Depuis le temps qu'elle complote, la mère Monique, chiche qu'elle a créé un groupe femmes au CIO. »

Dominique DUVAUCHELLE

André Boniface: «Le ballon doit vivre»

A la veille de France-Galles, le rugbyman met en garde contre le chauvinisme et la violence.

L'équipe de France reçoit samedi, au Parc des Princes, le pays de Galles. Après deux victoires obtenues devant l'Ecosse et l'Irlande, les Tricolores doivent l'emporter s'ils veulent gagner le Tournoi des cinq nations. Si, dans le même temps, l'Irlande triomphe de l'Angleterre, l'équipe de France serait ainsi assurée, avant le déplacement à Twickenham, d'occuper, seule, la première place. A la veille de ce match, nous avons demandé à André Boniface de nous livrer ses réflexions. Lui qui a porté quarante-huit fois le maillot tricolore, entre 1954 et 1966, analyse le jeu des Français.

— Que faut-il attendre de cette rencontre ?

— Beaucoup de gens attendent une victoire française. Ils risquent d'être déçus. Equipe de dépannage au départ et qui obtient des résultats, la sélection tricolore compte sur les faiblesses de l'adversaire. Je considère cette rencontre comme un match normal du tournoi. J'attends la confirmation des progrès d'une équipe qui se cherche encore. Une victoire française fera plaisir aux cocardiers qui chantent *la Marseillaise,* mais je leur rappelle que personne n'attendait les Français à Orly, après Bucarest.

— Comment jugez-vous les lignes arrières de l'équipe de France ?

— Je distingue Laurent Pardo et Serge Blanco qui sont des créateurs. Je regrette que l'arrière Gabernet ne soit pas plus souvent utilisé. Je dirai des autres trois-quarts qu'ils sont moins sollicités que leurs camarades.

— Les avants français vous impressionnent-il ?

— Le pack est courageux. Mais il me déçoit et me surprend. Déception quand je vois la façon dont il a été dominé en mêlée contre l'Irlande. Surprise devant les attaques en plein champ que Revailler et Paparemborde sont capables de lancer.

— Que pensez-vous du « cas » Berbizier ?

— Maintenir Berbizier ne relève pas d'un entêtement forcené des sélectionneurs. Au contraire, il s'agit d'une évolution satisfaisante. Désormais, c'est la preuve qu'un joueur peut rater un ou deux matches. Autrefois, c'était la condamnation. Je vous rappelle que, pour une passe manquée à Cardiff en 1966, Jean Gachassin, mon frère Guy et moi-même avons été exclus de l'équipe.



André Boniface ou le rugby-champagne. (Presse-Sports)

— Quelle est votre réaction face à l'accroissement de la violence ?

— Il est évident que cela est très grave et désolant. Je ne suis pas un partisan de la motivation à tout crin. Il faut savoir que certains joueurs entrent sur le terrain sans être totalement responsables de ce qu'ils vont faire. J'ajouterai que le public est aussi responsable de ce phénomène.

Pour moi, le rugby, c'est autre chose. C'est l'essai obtenu par Blanco contre l'Ecosse, à la suite d'un renversement d'attaque provoqué par une fixation courageuse de Paparemborde. C'est surtout le magnifique Galles-All Black de l'an dernier. Jouant sur un rythme fou imprimé par leur capitaine Graham Mourie, les All Black nous ont montré la vertu essentielle du rugby : le ballon doit « vivre ».

Propos recueillis par Félix CHIOCCA

AU SPRINT

• **L'EQUIPE DE FRANCE DE HOCKEY** sur glace est arrivée jeudi à Pékin, où elle participera aux Championnats du monde du groupe C. Et sous la direction de son entraîneur Pete Laliberté, elle a aussitôt sacrifié à une séance d'entraînement.

Pete Laliberté, responsable du hockey français depuis les Jeux de Grenoble, a confié à l'AFP que ce tournoi serait plus difficile que le précédent disputé en 1979 à Barcelone, et au cours duquel la France avait raté de très peu sa qualification pour le groupe B.

• **LA PREMIERE EPREUVE COMPTANT POUR LA COUPE DE FRANCE R5** qui sera disputée au cours de ce week-end sur le circuit Bugatti marquera les débuts de la saison sportive en circuit pour la France.

Cent soixante-quatre participants (il s'agit d'un record) ont envoyé leur bulletin d'engagement. Si la moyenne d'âge des participants (vingt-huit ans) n'a pas changé, en revanche on note que dix pilotes ont moins de vingt ans. Comme c'est devenu une tradition, trois candidats sont directement issus du personnel des ateliers de la Régie.

• **L'EQUIPE ISRAELIENNE DU MACCABI DE TEL AVIV** a battu la formation yougoslave de Bosna Sarajevo par 107 points à 100 (mi-temps 54-50), dans un match comptant pour la neuvième et avant-dernière journée de la poule finale de la Coupe d'Europe des clubs champions (cinquième tour retour).

• **UN SOVIETIQUE DE VINGT-CINQ ANS, VALERY TSYGANOV,** a causé la surprise de la première des deux descentes d'Aspen (Colorado), en devenant jeudi le premier skieur de son pays à remporter une épreuve de vitesse comptant pour la Coupe du monde.

Parti en deuxième position, ce natif de Mourmansk (nord-ouest de l'Union soviétique), profita d'une piste quasiparfaite pour s'assurer de la première place, battant au passage le record de la piste.

• **LE CLASSEMENT DE LA PREMIERE DEMI-ETAPE** Ajaccio-Ajaccio (69 km) du Tour de Corse cycliste s'établit comme suit :

1er Philip Anderson (Australien !) ; 2e Gilbert Duclos-Lassalle (Fr.) ; 3e Bernard Hinault (Fr.).

• **UNE MOTO DE PLUS DE 1 000 CM³,** de fabrication française, la BFG, va être commercialisée à partir d'octobre, permettant ainsi aux amateurs français de « gros cubes » de ne plus être condamnés à acheter étranger et surtout japonais.

Des prototypes de ce modèle utilisant le moteur de 1 290 cm³ de la Citroën GS avaient été présentés au dernier Salon de la moto, en automne à Paris.

• **LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE** a estimé, dans un jugement rendu jeudi, qu'il « *convenait de rouvrir le débat sur la situation financière de l'Olympique de Marseille avant de statuer définitivement* ».

Il a fixé au jeudi 2 avril sa nouvelle audience au cours de laquelle il se prononcera définitivement, estimant qu'entretemps il aura eu « *des explications et des assurances sur les aides annoncées, tant par la municipalité de Marseille que par le Groupement du football professionnel* ».

La grande misère des musiciens

ILS se levèrent, soufflèrent sur leurs chandelles et disparurent, un à un, mesure après mesure, suivant les exigences de la partition. Cette première manifestation des musiciens, savamment orchestrée, nous la devons à Joseph Haydn et elle se perpétue dans le dernier mouvement de sa *Symphonie du Départ*.



Période dépassée ? Apparemment oui, puisque le musicien ne porte plus de livrée — comme le laquais — et qu'on l'adule.

Il suffit de regarder Menuhin, Rostropovitch ou Horowitz, à l'issue d'un concert. Toutes ces ovations, ces vivas, ces bouquets de fleurs témoignent de la première place que la société réserve à nos interprètes. Malheureusement, les spots ne se braquent que sur les stars. En France, la situation du « sans grade » ne cesse de se détériorer. C'est la raison pour laquelle de nombreux syndicats et partis politiques se sont émus au cours des dernières semaines. En tout premier lieu, le SNAM (Syndicat national des artistes musiciens de France CGT), mais également la CGC par la voix des responsables de l'Union Musique dont Jean-Pierre Wallez de l'Orchestre de l'Ile-de-France.

Henri Sauguet, au nom de l'Union nationale des compositeurs de musique s'est montré également très inquiet...

Des chiffres

Mais, c'est le rapport Moreau, adopté au Conseil économique et social (par 143 voix sur 150 dont 5 abstentions, qui a suscité le plus d'émoi. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. De 30 000 en 1936, les musiciens se sont réduits à 7 800 : 4 567 artistes intermittents (et 82 chefs d'orchestre de cette catégorie) contre 3 233 artistes salariés permanents. Parmi les 4 567 intermittents, précisons qu'en mai 1980, 1 666 étaient sans emploi — soit 36,5 %.

Les artistes lyriques ont fondu d'une manière encore plus spectaculaire. En 1962, ils étaient environ 3 400. En 1968, 1 247. En 1979, entre 800 et 900, toutes catégories confondues.

Si l'on se réfère toujours à ce rapport, la moyenne du salaire d'un musicien est de 2 311 F et de 2 680 F pour un artiste lyrique (1). Bien entendu, cette moyenne diffère du salaire réel, suivant la catégorie ou la formation à laquelle il appartient. S'il est musicien supersoliste la fourchette s'établit entre 10 000 et 12 095 F. Un musicien du rang, donc un musicien qui a une place fixe, peut espérer toucher 9 705 F — salaire maximum à l'Orchestre de Paris. Il devra, en revanche, le plus souvent se contenter de 5 767 F — salaire d'un orchestre régional.

Les choristes, s'ils appartiennent à l'Opéra de Paris, obtiennent un traitement de 6 663 F (1er janvier 1980) ; s'ils appartiennent au Théâtre des Arts de Rouen, de 3 200 F (1er juin 1979) et entre 3 030 et 3 300 F s'ils appartiennent à l'Opéra de Nantes.

Malgré certains aménagements, la situation ne s'arrange pas, d'autant que certains orchestres comme les Concerts Colonne négligent de payer les charges sociales des musiciens. Dans les orchestres de cirque, les places se raréfient au bénéfice des bandes enregistrées. Au cirque Jean-Richard, les sept musiciens français ont été remplacés par sept Polonais. Motif invoqué : manque de souplesse des Français qui, en plus des deux séances quotidiennes, se déclaraient hostiles à la parade obligatoire.

Mais, naturellement, tout cet édifice musical devrait reposer sur d'autres structures. A commencer par l'éducation musicale et l'enseignement technique de base. Le Parti socialiste et ses élus se pencheront sur tous ces problèmes, lors des Journées de Dreux des 7 et 8 mars. Ils insisteront notamment (ainsi que l'a précisé René Rizzardo, adjoint du maire de Grenoble à la Culture), sur la notion d'équipe pédagogique. Quant au contenu des programmes, surtout dans les conservatoires, une place sera réservée aux classes de jazz.

Pierre G. BRÉANT

(1) Cette moyenne s'établit en fonction de l'ensemble de la profession, musiciens intermittents et permanents, dont le nombre, selon certaines sources (SNAM et SAMUP-CGT), ne serait que de 5 000 interprètes.

Pop, rock, jazz ou classique,

la musique nourrit mal ses serviteurs.



EN TROIS MOTS

Des transfuges du Living Theatre à Paris

Le Living Theatre a eu son heure de gloire aux Etats-Unis, puis dans de nombreux pays en révélant, dans les années 1960, l'importance sur scène du corps par rapport au texte. Trois comédiens et un musicien issus du Living Theatre en font la démonstration au travers d'un spectacle intitulé *Leçon de schizophrénie*, qui est aussi une très belle leçon de théâtre puisque le langage corporel, le texte et la musique ne font qu'un ! Le metteur en scène, une femme, Christine Cibils, a élaboré, à partir de ces différents modes d'expression trop longtemps cloisonnés, une magnifique partition sur l'aliénation du monde de l'enfance par le pouvoir de l'adulte.

Avec Erico Carneiro, Tracy Banksten et Pedro Setiry, jusqu'au 14 mars, au théâtre du Lucernaire.

Les éditions clandestines tchécoslovaques récompensées

Le prix Jan Palach 1980, décerné aux éditions clandestines tchécoslovaques Petlice (Sous les verrous), a été remis jeudi à l'un des anciens animateurs de ces éditions, le poète, écrivain et traducteur tchèque Jan Vladislav. Le prix, d'un montant de 25 000 francs, porte le nom du jeune étudiant tchèque qui s'est immolé par le feu en janvier 1969, à Prague, pour protester contre l'occupation soviétique de son pays.

Selon ses fondateurs, le Comité international pour le soutien à la Charte 77 en Tchécoslovaquie, ce prix doit *« récompenser une œuvre individuelle ou collective en Tchécoslovaquie, qui, malgré sa valeur incontestable pour la société, n'a guère de chances d'obtenir la reconnaissance officielle »*.

Le Canada au Forum des Halles

Le Canada sera au Forum des Halles, du 4 au 29 mars, avec des expositions, des films, des conférences et des chansons. Cette manifestation, réalisée conjointement par l'ambassade du Canada et la société du Forum, devrait faire découvrir aux Parisiens le cœur des Canadiens, selon les dires des organisateurs. Pour tous renseignements, se rendre à « la cabane Canada », niveau moins 2 du Forum, ou téléphoner au 723.50.15, poste 231.

EXPOSITION

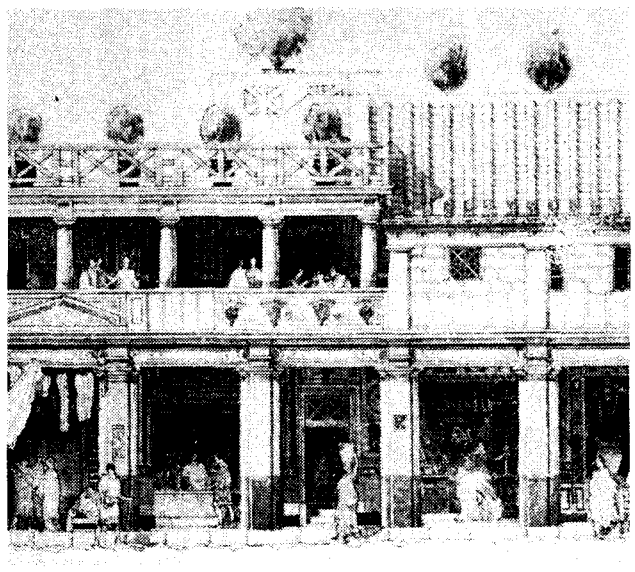
Promenades à Pompéi

DES pans de mur rongés de soleil, la perspective d'une colonnade, les volutes d'un chapiteau, ou encore des pins parasols entre la silhouette du Vésuve et le Forum en ruines, et puis toute une population de badauds, de commerçants, de femmes portant des cruches ; partout, des fleurs, de la verdure, des tentures agitées par le vent.

Bref, presque toutes les rêveries possibles autour des ruines de Pompéi se trouvent aujourd'hui rassemblées à l'école des Beaux-Arts, sous le titre : *Travaux et envois des architectes français au XIXe siècle*. Car il s'agit là d'études très sérieuses, où la divagation n'a — en principe — aucune part. Les jeunes architectes pensionnaires de l'Académie de France à Rome étaient tenus de rendre compte de leur travail par des « envois », réglementés, dès la fin du XVIIIe siècle. Il leur fallait étudier un monument ou un site antique, en exécuter plan et élévation, dans son état actuel puis dans son état restauré. Images idéales de l'Antiquité, ces restaurations, elles-mêmes appuyées sur les « autorités » — auteurs anciens ou archéologues —, prenaient valeur d'exemples, exposées au public, conservées dans les collections de l'école, étudiées par les générations suivantes.

Curieux phénomène : c'est au moment où l'architecture a les moyens pratiques (les premiers ouvrages d'art métalliques datent de la fin du XVIIIe siècle) et théoriques (J.N.L. Durand jette les bases du fonctionnalisme dans son cours à l'Ecole polytechnique en 1801) de se renouveler, c'est à ce moment même que la référence au passé se fait la plus contraignante.

Cependant, à y regarder de plus près, ces travaux trichent avec les exigences académiques. Tout d'abord par le choix, pour nombre d'entre eux, de Pompéi. Théoriquement, en étudiant un monument célèbre, pur et classique. Mais on ne peut pas toujours dessiner le Panthéon, et le climat malsain de Rome amenait souvent les pensionnaires en convalescence à Naples, au pied du Vésuve. Il semble que certains, las de la majesté romaine, découvraient au milieu des fouilles une Antiquité vivante et l'occasion de concilier épure, fantaisie et plaisir. Mais il y a plus : les maisons particulières offrent davantage d'enseignements que les grands édifices publics. Qui nierait qu'elles aient beaucoup à nous apprendre, ne fût-ce que pour l'usage des cours intérieures et des galeries couvertes ?



Léon Jaussely : détail d'un dessin reconstituant le décor et la vie des édifices sur le côté est de la « via del Foro ». (Envoi de Rome, 1910)

Le modèle antique est alors détourné. Il cesse de représenter l'inaccessible pour devenir le point de départ d'une réflexion sur l'habitat : *« Ce qu'ils ont fait, nous pourrions aussi le faire. »* Ou, plutôt, nous aurions pu...

OBLOMOV

• *Pompéi. Ecole nationale des Beaux-Arts, 14, rue Bonaparte. Jusqu'au 22 mars.*

CINEMA

Un drame de l'exil

De Werner Schroeter: «Palermo-Wolfsbourg»

MOINS connu que Fassbinder ou Wenders, Werner Schroeter est pourtant une des figures les plus marquantes du jeune cinéma allemand. Son œuvre, riche d'une quinzaine de films, fait depuis la sortie récente de *Règne de Naples* courir les cinéphiles.

Palermo-Wolfsbourg, deuxième film « italien » de Schroeter, a remporté l'Ours d'or au festival de Berlin 1980. Il se situe dans la lignée du *Règne de Naples*, mais, au lieu d'une fresque historique consacrée à une seule ville, il s'agit ici de montrer la distance qui sépare deux pays, l'écart entre deux modes de vie, l'écartèlement entre deux cultures. Le personnage principal, le jeune Nicola Zarbo, décide de quitter la Sicile où il vit misérablement avec sa famille pour suivre ses aînés sur le chemin de l'émigration. Arrivé à Wolfsbourg, en Allemagne, il se lie avec quelques compatriotes et se fait embaucher comme eux chez Volkswagen. La tendre amitié que lui porte une jolie Allemande l'aide à supporter l'exil, jusqu'au jour où survient la tragédie : délaissé par la jeune fille et accusé de meurtre, il s'enfonce dans une irrémédiable solitude. Blessé dans son honneur et dans sa dignité d'homme, Nicola assiste impuissant au spectacle incompréhensible de son propre procès. Le voici devenu étranger à lui-même : les images qui défilent sous ses yeux, d'une théâtralité de plus en plus folle, se mêlent dans son esprit aux tableaux religieux d'une troupe sicilienne mimant la passion du Christ.

Dans cette dernière partie du film, le jeu exacerbé des comédiens risque d'agacer certains spectateurs. D'autres retrouveront avec ravissement, dans le rôle de l'avocate, l'extraordinaire Magdalena Montezuma, l'actrice fétiche de Schroeter. Mais c'est surtout dans sa première moitié que ce long film de trois heures nous bouleverse. Rarement l'Italie du Sud a été montrée avec cette puissance d'émotion si particulière qui nous fait dire : c'est la vérité même. Citons, à titre d'exemple, une seule scène. Dans un bar, une jeune et belle femme, vêtue de noir, téléphone à son mari émigré en Allemagne. La violence de son amour jaloux éclate dans ce cri répété : « Je vais te rejoindre et je vais te tuer ! » Son fils est près d'elle dans la cabine téléphonique. Il l'interrompt un instant pour dire tranquillement : « Papa, voici un poème que j'ai écrit pour toi. » La mère attend calmement que le garçon ait récité son long poème, puis elle reprend l'appareil et s'écrie de plus belle, couvrant le bruit des flippers et les chants nostalgiques des hommes qui boivent : « Prends garde, je te retrouverai et je te tuerai ! »

Voici un échantillon de l'extraordinaire sensibilité de Schroeter qui, avec *Palermo-Wolfsbourg*, nous donne son plus parfait chef-d'œuvre.

Gilles DELAVAUD



Nicolas Zarbo dans Palermo-Wolfsbourg.



Etienne Bierry : un rôle savoureux d'inspecteur.

Un trésor dans un cercueil

«Le Butin», de Joe Orton. Mise en scène: Eric Kahane

LE bonheur appartient aux voleurs, aux pervers, aux vicieux, aux affreux. L'honnêteté est toujours punie... Non, il ne s'agit pas d'un cri d'alarme. Mais d'une profession de foi, thème d'une joyeuse comédie. Loufoque, macabre, délicieuse et cynique. *Le Butin*, de l'Anglais Joe Orton. Son sous-titre : le crime paie. Et c'est bien de crime qu'il s'agit. De vol aussi.

Autour d'un cercueil mauve et fleuri, quatre personnages en quête d'argent, se livrent, pour le récupérer, un combat sans merci. Mensonges, collusions, corruptions, hypocrisies, renversement d'alliance, sans remords ni soucis. Les protagonistes : une infirmière bigote qui a tué déjà cinq maris ; un jeune homme déluré, aux mœurs troubles et roué ; le fils de la maison, malfaisant consommé, mais qui ne sait pas mentir ; et, enfin, un inspecteur des Eaux sorti de Scotland Yard, vaniteux et stupide, brutal, sans scrupules. Sans oublier le veuf du cercueil, honnête homme placide qui ne comprend rien, victime désignée de ce triomphe de l'amoralisme.

Une intrigue héroïco-tragique, qui prend des allures de farce apocalyptique. Avec une fougueuse ironie, Orton s'attaque aux plus solides bastions de la bonne pensée bien établie. La loi, l'ordre, la vertu. Les policiers, la religion, le puritanisme. Iconoclaste en diable — si l'on peut dire —, il envoie en enfer tous les codes de morale et de bonne conduite. Ce n'est pas le regard d'un sceptique, mais celui d'un anarchiste explosif qui dénonce le mensonge des vertus bourgeoises. Celles qui disent aux pauvres « *le royaume des cieux appartient aux petits* ». Dans un superbe éclat de rire, Orton leur répond : « *Qu'importent les moyens, mort aux riches !* ».

Vive, enjouée, la mise en scène nous plonge en état d'euphorie. Jeux de mots, reparties. Les clins d'œil fusent, dans un goût, il faut bien le dire, qui n'est pas toujours le plus pur. Et tant mieux ! Voilà une pièce libératrice, servie par des comédiens tous en verve. Particulièrement Catherine Rich, vamp dévote et vénéreuse pour qui l'on se damnerait plutôt deux fois qu'une, et surtout Etienne Bierry, savoureux inspecteur, Sherlock Holmes mâtiné de Monsieur Hulot.

Un vrai régal. Pour amoralistes convaincus. Mais, attention, pudibonds s'abstenir...

Didier MÉREUZE

Théâtre de Poche-Montparnasse, Paris. Tél. : 548.92.97.

Ainsi font, font, font... les marionnettes françaises

Le théâtre de marionnettes français s'échappe, peu à peu, du « ghetto de l'enfance ». Trop longtemps considéré comme un art mineur pour les mineurs, la marionnette s'enorgueillit, aujourd'hui, d'une production réellement originale, qui témoigne de son renouveau.

Voilà pourquoi la Biennale de Cergy-Pontoise qui se déroule du 6 au 13 mars, est exclusivement consacrée aux spectacles pour adultes. Ce qui, bien sûr, n'implique pas pour autant que les enfants en soient exclus.

Refusant de n'être qu'une foire ouverte au tout venant, la Biennale a fondé sa programmation sur des créations inédites qu'elle a suscitées et coproduites. Hubert Jappelle, installé à demeure à Cergy, présentera donc sa mise en scène de l'*Antigone* de Sophocle, sur une musique de Georges Aperghis. Avec *le Gardien d'image*, la compagnie Daru propose un spectacle sur l'image de la femme. Jean-Paul Hubert, qui a déjà promené son Théâtricule aux quatre coins du monde, utilisera le plus petit des théâtres pour présenter sa vision des mythologies. Quant à la troupe étrangère, invitée d'honneur, ce sera le Marionettern de Stockholm.

On ne verra malheureusement pas à Cergy-Pontoise le nouveau spectacle de la compagnie Voyet. « *Les coproducteurs et les acheteurs sur lesquels nous comptions se sont désistés*, indique Daniel Poignant, directeur de la Biennale. *C'est la rançon de l'étroitesse d'un marché qui traite trop souvent la marionnette en quantité négligeable.* »

A. S.

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Cannes. Variétés : *les Compagnons de la Chanson*, au Palais des Festivals. Le 7 mars.

Montbéliard. Jazz : *Musik Anfahrung*, à la Maison des arts et des loisirs. Le 7 mars.

Yerres. Variétés : *Raymond Devos*, au Centre éducatif culturel. Le 7 mars.

Mulhouse. : *le Chien de Dieu*. Création collective du Royal Hart Theater, présentée salle de la Fraternité, à 20 h 30. Le 7 mars.

Ermont. Variétés : *Marcel Amont*. Le 7 mars.

Saint-Médard-en-Jalles. Musique : *concert* avec le Quatuor Musica Humana de la Philharmonique d'Etat de Lithuanie. Programme : œuvres de Haendel, Corelli, Teleman, Scarlatti, Vivaldi. Centre d'activités culturelles. Le 7 mars.

Elancourt. Rock : *le groupe Bidonleo*, à la Maison pour tous, à 21 heures. Le 7 mars.

Poitiers. Théâtre : *Un chapeau de paille d'Italie*, de Labiche, présenté par l'Attroupement et l'Expérience de théâtre-école de Lyon. Mise en scène de Denis Guenoun. Théâtre de Poitiers, à 21 heures. Les 7, 8, 12, 13 et 14 mars.

Montbéliard. Mime : *la Triste Histoire de Timoléon Mangus*, par Laurent Dejol. Maison de quartier Petite-Hollande, à 17 heures. Le 8 mars.

Brest. *Mois du comédien* : Stage théâtre-travail corporel. Palais des arts et de la culture, de 9 à 18 heures. Le 8 mars.

On recherche

Service gratuit de renseignements culturels

• Etudiant en photo et communication visuelle cherche, pour livre à paraître, tous documents et images sur ouvriers, monde industriel, usines, mode de vie en région industrielle... plus particulièrement en vallée de l'Orne et Moselle, mais pas exclusivement. Période : 1860 à 1980.

S'adresser : Pascal Kober, 7, rue Saint-Louis, 57000 Metz.

Prévert à la Bibliothèque nationale

La veuve de Jacques Prévert vient de faire don à la Bibliothèque nationale des collages du poète, en préfiguration d'une grande exposition-rétrospective prévue pour 1982. Ces 168 collages, réalisés depuis la guerre, sont, avec les mots et le mouvement, une des formes d'expression caractéristiques du poète. Parallèlement se poursuit un travail d'exploration et de compréhension qui porte sur cette forme d'écriture si particulière et si colorée de Prévert.

Vendredi 6 mars

20 h 00 — **Journal.**

20 h 30 — **Jenufa.**
Opéra en trois actes de Leos Janacek, d'après Jeji Pastorkyna de Gabrielle Preissova. Version française de Georges-André Block. Enregistré au Théâtre national de l'Opéra de Paris. Mise en scène : Götz Friedrich. Réal. Charles Fabius. Avec Rachel Yakar, Jean Dupouy, Eliane Lublin, Guy Chauvet.
Cet opéra qui rendit Janacek célèbre nous conte les amours d'une jeune Moravienne, tiraillée entre une belle-mère et deux demi-frères.
Rachel Yacar, surnommée « la Voix d'or du Rhin », interprète le rôle principal.

22 h 25 — **Pleins feux.**
L'actualité du spectacle, par José Arthur.

23 h 25 — **Journal.**

20 h 00 — **Journal de l'A2.**

20 h 35 — **Molière, ou la vie d'un honnête homme.**
Ecrit et réalisé par Ariane Mnouchkine. Avec Philippe Caubère. Joséphine Derenne, Brigitte Catillon et près de 80 acteurs (voir l'article de Didier Méreuze).
Premier épisode : l'enfance de Jean-Baptiste Poquelin.

21 h 40 — **Apostrophes.** Emission de Bernard Pivot.
De l'OAS aux Brigades rouges : la stratégie de la terreur.
Avec Jacques Delarue *l'OAS contre de Gaulle* (Fayard) ; Conrad Detrez : *les Noms de la tribu* (Le Seuil) et *Le Dragueur de Dieu ;* Alain Geismar : *l'Engrenage terroriste* (Fayard) ; Roland Laurent : *l'Internationale terroriste démasquée* (Alain Lefeuvre) ; Claire Sterling : *Le Réseau de la terreur* (Lattès).

20 h 00 — **Les jeux de 20 heures.** Ce soir à Saint-Dié.

20 h 30 — **Le nouveau vendredi.** Magazine d'André Sabas.
La guerre des cassettes. Enquête et réalisation Claude Druhot. Avec le témoignage de Gérard Davoust et Jean-Loup Tournier, de la Société des auteurs et compositeurs de musique, entre autres invités.
Depuis deux ans, tous les professionnels de l'enregistrement s'inquiètent : la filière des cassettes suit celle de la drogue. Singapour et Hong Kong seraient les plaques tournantes de ce piratage. Dans le monde entier, des petites sociétés atteintes par ce trafic ferment et licencient.

21 h 30 — **Sébastien et consorts.**
Variétés, avec Patrick Sebastien.
Emission de FR3-Limoges. Réal. Roland Dallongeville.
Une heure de plaisir avec le « roi » de l'imitation, pour une fois en famille dans son pays de Brive, avec pour public les habitants du village de Juillac, réunis dans la salle des fêtes.

22 h 25 — **Soir 3.**

22 h 40 — **Thalassa.** Emission de Georges Pernoud.

Samedi 7 mars

11 h 55 — **La traque aux gaspis.** Choix des travaux de financement.

12 h 10 — **Télévision régionale.**

12 h 30 — **Cuisine légère.** Crêpes fourrées en aumônières.

12 h 45 — **Avenir.** Emission de l'ONISEP.
Des métiers de l'électronique.

13 h 00 — **Journal.**

13 h 30 — **Le monde de l'accordéon.**
Avec Raymond Boisserie, Georges Jouvin et Joss Baselli.

13 h 50 — **Au plaisir du samedi.**
Emission de Gaston Bounoure, animée par Jean-Pierre Foucault.

14 h 55 — **Tournoi des cinq nations.** France-Galles, au Parc des Princes.
Commentaires : Jean Raynal et Benoît Dauga.

16 h 35 — **Le magazine de l'aventure.**
Proposé par Jean-Claude Guilbert et Christian Prost. *Take Off,* film de Jean-Luc Breitenstein. *Sur un arbre perché,* film de Marie-Christine Père et Hervé Forichon.

17 h 05 — **Maya l'abeille.** Dessin animé.

17 h 25 — **L'incroyable Hulk.** Séismes.
Scén. Jim Tisdale. Avec Bill Bixby, Lou Ferrigno.

18 h 15 — **Trente millions d'amis.** Emission de Jean-Pierre Hutin.
Les tueurs du dimanche : au détour d'un buisson, la balle d'un chasseur ou d'un agriculteur en colère guette le chien insouciant.
Participent notamment à ce dossier : Mme Sujansky, directrice de la SPA, et le docteur Pierre Rousselet-Blanc.

18 h 45 — **Avis de recherche.**

19 h 10 — **Six minutes pour vous défendre.**

19 h 20 — **Actualités régionales.**

19 h 45 — **Les paris de TF1.** Avec Daniel Balavoine.

20 h 00 — **Journal.**

20 h 30 — **Escale à Perpignan.**
Emission de variétés d'Evelyne Pagès. Réal. Abder Isker. Avec le chanteur catalan Jordi Barra, Charles Trenet, Yves Duteil, Frida Boccara, les Compagnons de la chanson, Charlotte Julian, Marie Myriam.



21 h 30 — **Dallas.** Série.
Avec Jim Davis, Linda Gray, Victoria Principal, Larry Hagman, Patrick Duffy.
Pam a caché un élément important de sa vie passée à Bobby, son mari. J.R. est ravi de colporter la nouvelle selon laquelle sa belle-sœur serait bigame.

22 h 30 — **Télé-foot 1.**
Coupe d'Europe : extraits de Zurich - Sochaux, Saint-Etienne - Ipswich. Coupe de France, seizièmes de finale (matches aller) : extraits de Nantes - Paris-Saint-Germain, Sochaux - Monaco. Sixième volet de la rétrospective de l'équipe de France (1945 : autour du match Autriche - France).

23 h 30 — **Journal.**



10 h 30 — **Antiope.**

11 h 40 — **Journal des sourds et des malentendants.**

12 h 00 — **La vérité est au fond de la marmite.**
Michel Oliver prépare un riz du pays d'Oc.

12 h 30 — **Prochainement sur l'A2.**

12 h 45 — **Journal de l'A2.**

13 h 35 — **Des animaux et des hommes.** Les phoques.

14 h 25 — **Les jeux du stade.**
Gymnastique : Grand Prix de Paris. Rugby : tournoi dses cinq nations ; en direct, France-Pays de Galles ; Irlande-Angleterre, seconde mi-temps. Tennis : Coupe Davis.

18 h 50 — **Des chiffres et des lettres.**

19 h 20 — **Actualités régionales.**

19 h 45 — **Top-Club.**

20 h 00 — **Journal de l'A2.**

20 h 35 — **Molière ou la vie d'un honnête homme.**
Ecrit et réalisé par Ariane Mnouchkine.
Après une enfance sereine, c'est la vie d'étudiant pour Jean-Baptiste Poquelin. A Orléans, il rencontre la tribu Béjart. Le voici comédien et amoureux de Madeleine Béjart.

21 h 35 — **Interneige.** Guy Lux et Simone Garnier, en différé de Igman (Yougoslavie). Equipes participantes : Igman (Yougoslavie), Charmey (Suisse), Méribel (France), Sestola (Italie).
Thème des jeux : la mer.

22 h 30 — **Championnat du monde de patinage artistique.**
Commentaires : Jean Marquet et Léon Zitrone.

23 h 30 — **Journal de l'A2.**

13 h 30 à
14 h 00 — **Horizon.** Magazine des armées.

15 h 00 — **Les menteurs.**
Téléfilm. Scén. Micheline Thévenin, réal. Maurice Delbez. Avec Simone Valère et Jean-Marc Thibault.
Elle et lui sont aux prises avec la solitude dans une ville désertée par parents et amis. Nous sommes en juillet et en août. Chacun va se fabriquer une personnalité flatteuse, d'où le titre « les Menteurs ». En somme, ils vivent une déprime.
Déprimant pour un samedi après-midi. Courage, fuyons...

18 h 30 — **FR3 Jeunesse.**
L'agence Labricole. Les ateliers du poète.

19 h 20 — **Actualités régionales.**

19 h 40 — **Télévision régionale.**

19 h 55 — **Les aventures de Tintin.**

20 h 00 — **Les jeux de 20 heures.** Ce soir, à Saint-Dié.

20 h 30 — **Ligéia.**
Série. D'après les « Histoires extraordinaires » d'Edgar Poe. Adapt. et dial. Maurice Ronet et Napoléon Murat. Réal. Maurice Ronet. Avec Joséphine Chaplin, Georges Claisse...
Un homme se souvient d'un amour de jeunesse, son premier amour. Cette jeune femme au nom étrange de Ligéia est morte brusquement. La nouvelle épouse se substituera au souvenir de Ligéia jusque dans la mort. Une mort-résurrection qui achève bien ce téléfilm. Pas si funèbre que l'on pourrait le croire.

21 h 25 — **Ribennes.** Espoir et nostalgie.
Emission de Pierre Dumayet, Pierre Lamaison et Elisabeth Claverie. Réal. Hervé Baslé.
Ribennes, village du Gévaudan (Lozère). Ses habitants parlent d'eux, de leur pays, de leur histoire. Et ils en parlent bien. C'est presque de l'Action Research dans le langage des sociologues. Mais adaptée au grand public.

22 h 20 — **Soir 3.**

22 h 40 — **Hollywood USA.**
Emission de Catherine Laporte. Donald Sutherland.

SELECTION RADIO

Vendredi 6 mars

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 — **Jenufa,** opéra en trois actes de Janacek, avec Rachel Yakar (Jenufa), Jane Berbié (la grand-mère), Nadine Denize (la marguillière), Guy Chauvet (Laca). Chœurs et Orchestres de l'Opéra de Paris. Dir. Charles Mackerras. Retransmission simultanée avec TF1.

FRANCE-CULTURE

14 h 47 — **Un homme, une ville :** Andersen.

20 h 00 — **Savoir pour prévoir.** La drogue et les jeunes : information et prévention. Débat avec Monique Pelletier, J.-P. Archambault, M.-H. Arnaud, L. Assouline...

Samedi 7 mars

FRANCE-INTER

20 h 10 — **La tribune de l'histoire :** Camerone.

FRANCE-CULTURE

20 h 35 — **Ramages,** de James Saunders, avec Jacques François. Serions-nous des oiseaux en cage ? Le problème de la liberté.

Dimanche 8 mars

FRANCE-CULTURE

20 h 40 — **Histoire d'Ox pour un Jules vachement off. De la détente, avec un roman peu connu de Jules Verne, « les Aventures des docteurs Ox et Ygène ». A conseiller surtout aux enfants et petits adolescents.**



Inuit

Des hommes par excellence

La télévision intelligente est réservée aux couche-tard. Alors un bon conseil : dimanche après-midi, faites la sieste. Vous serez en superforme, le soir, pour admirer *les Esquimaux* de Jean Malaurie.

Une réalité inattendue vous est offerte : la vie d'un peuple primitif, encore à l'état pur, à l'orée de l'an 2000. Une vie quotidienne surprenante, sans équivalence aujourd'hui, filmée jusque dans son intimité.

Vivre, s'aimer, se supporter, à des températures qui oscillent entre zéro et moins soixante degrés. Partir à la chasse sans fusil et ne jamais en revenir bredouille. Confectionner ce dont on a besoin, sans outil, uniquement avec sa bouche, ses mains et beaucoup de patience. Rire tout le temps en ignorant le profit, la propriété privée et la cellule familiale. Inventer, en somme, un *communalisme* heureux.

Le peuple qui a réussi ces prouesses n'a pour territoire qu'un désert de glace. Il recense cent mille individus qui parlent la même langue, font les mêmes gestes, à travers un espace grand comme dix fois la France, et ils conservent cette identité malgré une appartenance administrative à des pays aussi différents que le Canada et le Danemark, aussi antagonistes que l'URSS et les Etats-Unis.

Une communauté originale, qui, après avoir résisté aux tempêtes de l'histoire et de la météo, tente aujourd'hui de s'opposer aux méfaits de notre civilisation. Mais pour combien de temps encore ?

Car si l'émission consacrée aux Esquimaux, *les Inuits,* qui signifie « hommes par excellence », constitue un passionnant document ethnologique, elle est aussi une véritable mise en garde. Un cri d'alarme : génocide en préparation ! Non pas militaire mais mercantile. Sous la glace, il y a le pétrole ! La convoitise des pays industrialisés se fait déjà sentir. La pression est forte. En certains points, l'asservissement au fric et à l'alcool commence à apparaître. Prendre connaissance de ce problème est le prélude indispensable à cette prise de conscience.

Claude BROUSSOULOUX

Antenne 2, dimanche 8 mars, 22 h 10.

Six autres émissions suivront, consacrées chacune à l'étude des Esquimaux d'une région bien précise : Groenland, Alaska, Asie, etc.

Dimanche 8 mars

TF1



20 h 30 — Le gendarme en ballade.

9 h 15 — **Talmudiques.**

9 h 30 — **Foi et traditions des chrétiens orientaux.**

10 h 00 — **Présence protestante.**

10 h 30 — **Le jour du Seigneur.**

11 h 00 — **Messe.** A Montfort-l'Amaury (Yvelines).

12 h 00 — **TF1-TF1.**

12 h 30 — **Concours de la chanson française 1981.** Finale.

13 h 00 — **Journal.**

13 h 20 — **C'est pas sérieux.**
Emission de Catherine Arnilade. Avec Jean Amadou et Jean Bertho.

14 h 15 — **Les nouveaux rendez-vous.**
Variétés d'Eve Ruggieri et de Rémy Grumbach.
Spécial Dalida, avec Shake et Macha Béranger.
Cinéma : *la Dame aux camélias* d'après le roman d'Alexandre Dumas. Invitée : Isabelle Huppert, nouvelle Dame aux camélias.

15 h 30 — **Tiercé à Auteuil.**

15 h 35 — **Concours de la chanson française 1981.**
Résultats de la finale.

16 h 40 — **Sports-Première.**
Patinage : championnat du monde aux Etats-Unis. Gymnastique : Grand Prix de Paris, à Coubertin. Tennis : coupe Davis, à Lyon (France-Australie).

18 h 20 — **La conquête de l'Ouest.** La famille Macahan.
Série. Avec James Arness, Eva Marie Saint.
Les aventures d'une famille de Virginie partie à la conquête de l'Ouest américain dans les années 1860.

19 h 25 — **Les animaux du monde.**
Emission de Marlyse de la Grange et d'Antoine Reille.
Mon ami le rouge-gorge.

20 h 00 — **Journal.**

20 h 30 — **Le gendarme en ballade.**
Film de Jean Girault (1970). Avec Louis de Funès, Michel Galabru, Jean Lefebvre, Grosso et Modo.
Mis à la retraite mais nostalgiques de l'uniforme, les gendarmes de Saint-Tropez reprennent du service une dernière fois pour guérir l'un deux. Besogneux et répétitif, un pensum sans idée originale ni inspiration.

22 h 10 — **Musique :** Serge Garant. Une aventure prométhéenne.
Emission de Radio-Canada. Réal. Jean-Yves Landry. Chorégraphie d'Hugo Romero. Avec les danseurs Paul-André Fortier, Philippe Vita, Sylvie Pinard, Ginette Laurin, Danielle Tardif et Michel Febvre.
Serge Garant, compositeur, arrangeur, chef d'orchestre, directeur de société musicale... Serge Garant, grand public, vous connaissez ? Il nous présentera d'autres musiciens du Québec, avec l'accent de la Nouvelle-France. Un délice.

23 h 10 — **Journal.**

2

10 h 55 — **English spoken.** Follow me : Who's hat ?

11 h 15 — **Dimanche Martin.** Entrez les artistes

12 h 45 — **Journal de l'A2.**

13 h 20 — **Dimanche Martin.** Incroyable mais vrai.

14 h 25 — **Drôles de dames.** Ces dames qui en voient de drôles

15 h 15 — **Dimanche Martin.** Ecole des fans.

15 h 55 — **Voyageurs de l'histoire.**

16 h 25 — **Thé dansant.**

17 h 05 — **Une fille seule.**
Série. D'après le roman de Régine Andry. Adapt. Michel André. Avec Jocelyne Boisseau, Jean Sagols.
Le bouquin de Domi a un gros succès de librairie. Olivier, son mari, profite de la célébrité de son épouse et obtient un poste de rédacteur en chef dans un hebdo. Mais Domi et Nanou se fâchent.

18 h 00 — **La course autour du monde.**

18 h 55 — **Stade 2.**
Rugby : France-Pays de Galles ; Irlande-Angleterre ; Italie-France B. Football : Coupe de France, matches aller des seizièmes de finale. Gymnastique : Grand Prix de Paris. Boxe : finales des championnats de France amateurs. Ski : Coupe du monde à Falun, (ski de fond) ; Traversée du Jura (42 km) ; Coupe du monde à Aspen. Tennis : Coupe Davis (France-Australie). Automobile : début de la saison en formule 1. Cyclisme : Tour de Corse. Patinage artistique : Championnat du monde.

20 h 00 — **Journal de l'A2.**

20 h 35 — **C'est du spectacle.** Thierry Le Luron.

22 h 10 — **Inuit.**
Série documentaire de sept émissions de Jean Malaurie sur le peuple esquimau.
Voici trente-deux ans que Malaurie, auteur du célèbre livre les Derniers Rois de Thulé — *traduit en seize langues — s'intéresse aux Inuits, ou hommes par excellence. (Voir l'article de Claude Broussouloux).*

23 h 45 — **Journal de l'A2.**

FR3



10 h 00 — **Mosaïque.**

14 h 50 — **Aspects du court métrage français.**

15 h 05 — **Le pays d'où je viens.** La Guadeloupe.

16 h 00 — **Ecoute le pays chanter.**
Variétés de FR3 — Lyon. Réal. Claude Him.

17 h 00 — **Prélude à l'après-midi.** L'école de Bordeaux.
Voix nouvelles d'aujourd'hui, avec les lauréats des concours internationaux. Le sourire de l'autre, action lyrique en un acte de Tolia Nikiprowetzky, mise en scène par Georges Vitaly.

18 h 35 — **Théâtre de toujours.** Le plaisir de rompre, de Jules Renard. Réal. Jean-Marie Coldefy.
Avec Micheline Boudet et André Dussolier.
Maurice et Blanche se sont aimés. C'est fini. Maurice doit se remarier et Blanche est aux petits soins pour lui. Il en est ravi. Cependant, il trouve déplaisant, que de son côté, Blanche envisage de se remarier, elle aussi.
L'un et l'autre s'apercevront qu'ils s'aiment encore et qu'ils sont faits pour vivre ensemble. Ils se quittent quand même.

19 h 40 — **Spécial DOM-TOM.**

20 h 00 — **Benny Hill.**

20 h 30 — **Une histoire de la médecine.**
Série documentaire de Jean-Paul Aron et de Marc Ferro. Réal. Claude de Givray.
Le médecin n'est pas seulement le guide de notre santé. C'est aussi un guide moral qui devient à son tour prisonnier des maux de notre société : de l'indignation bien pensante du médecin bourgeois devant l'avortement à l'exaltation patriotique de la natalité, n'est-il pas plus question d'idéologie que de science ?

21 h 25 — **Soir 3.**

21 h 40 — **L'invité de FR3.** Raymond Devos.

22 h 35 — **Cinéma de minuit.**

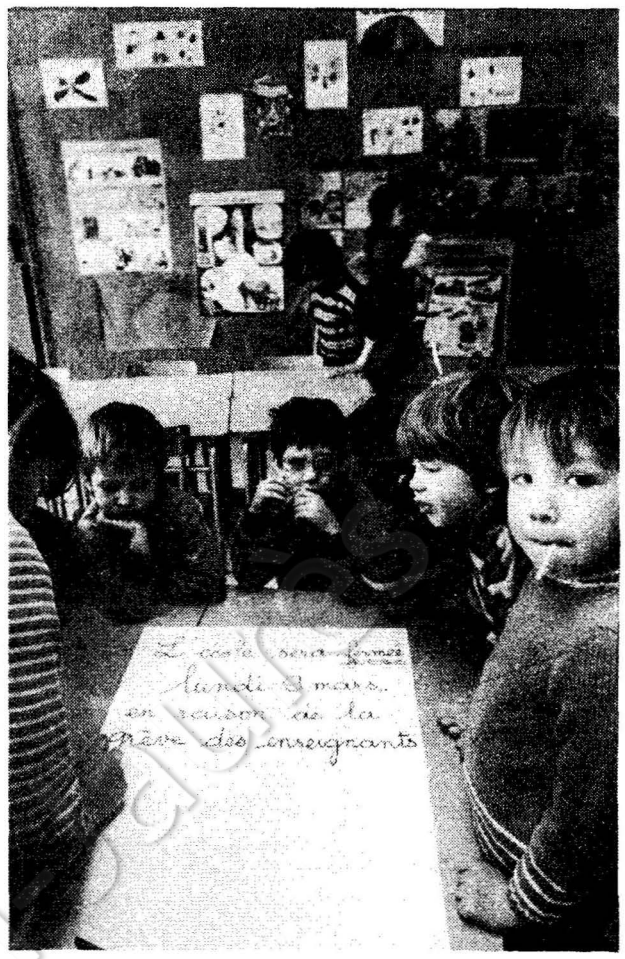
Combat
SOCIALISTE

Amoco-Cadiz: absolution pour le capitaine «inexcusable»

LE capitaine du pétrolier libérien Amoco Cadiz, dont l'échouage sur les côtes françaises en mars 1978 provoqua une marée noire (230 000 tonnes) sans précédent, a eu un comportement « inexcusable », estime le rapport final d'une commission d'enquête du gouvernement de Monrovia

« Le fait que le capitaine ait attendu deux heures vingt avant de lancer un appel général de détresse après s'être échoué est une énorme négligence qui ne peut être excusée », dit en substance le rapport. Considérant toutefois que la cause principale de l'accident est une panne dans le système de gouvernail, Philip Bowen, le commissaire libérien qui présenta le rapport, a annoncé que le capitaine italien Pasquale Bardari se verra reconfier sa licence le 17 mars prochain. Soit presque trois ans jour pour jour après le drame qui s'est produit au large de Portsall sur les côtes bretonnes, souillant plus de trois cent kilomètres de rivages.

Finalement, la société pétrolière américaine Amoco International Oil Company (propriétaire du bateau) se tire à bon compte de ce naufrage, véritable drame écologique et économique pour la France, puisque le rapport n'évoque nullement la question de la responsabilité civile. Et qu'attendre d'un procès qui doit se dérouler à Chicago (très loin des côtes bretonnes) et dont un Britannique affirmait qu'il y avait *« autant d'avocats internationaux travaillant sur ces tonnes de dossiers que de pigeons à Trafalgar Square »* ?



Boxe à Wagram

Rusevski, avant la limite

A-CE, A-ce, A-ce, You-go, You-go scandait la salle. Impatient, sûr de son champion, le Tout-Paris yougoslave s'était déplacé hier soir pour assister au premier combat professionnel de Ace (prononcez Acé) Rusevski (vingt-quatre ans, 300 combats dont 12 défaites). La vieille salle Wagram, qui en a pourtant vu d'autres, en frémit jusqu'à son plafond de bois sculpté.

Si l'issue du combat était sans surprise, il ne fut pas sans intérêt. Jean-Michel Iger (vingt-cinq ans, 14 combats dont 7 défaites) choisit d'entrée l'attaque. Tout en mouvement, Ace Rusevski préféra adopter une tactique plus défensive. Au deuxième round, le Yougoslave prenait la mesure de son adversaire qui s'était manifestement trop dépensé lors du premier. Au troisième, Ace Rusevski, esquivant les coups de boutoir de son adversaire, frappait des deux mains : face-foie, uppercut, face-estomac. Fatigué, Iger n'avait plus que de beaux restes alors que Rusevski, poursuivant sa sarabande, se dégageait sur le côté et lançait régulièrement ses coups droits.

La garde un peu haute, — mais n'est-ce pas le propre des écoles de boxe de l'Est ? — Rusevski toucha sévèrement Iger qui se releva rapidement des cordes. A la quatrième reprise, tout était dit. Même s'il répliquait avec vivacité, Iger ne semblait pas comprendre pourquoi ses coups de boutoir ne donnaient pas le résultat attendu. Son manager comprit, qui préféra jeter l'éponge. Les nombreux supporters yougoslaves entonnèrent alors l'hymne national. Couvert de fleurs, Rusevski venait d'accrocher à son palmarès sa première victoire de boxeur professionnel, sous l'œil ravi de son manager, M. Bretonnel.

A suivre, avec intérêt...

Philippe RUCHMANN

• **LE BRIVISTE JEAN-LUC JOINEL** a reçu son « soulier d'or », trophée offert par une grande marque d'équipements sportifs et l'hebdomadaire de rugby *Midi olympique*, jeudi soir, récompensant le meilleur rugbyman français de la saison 1980.

Regates anti drogue dans les eaux britanniques

LE *Sea Rover* arraisonné jeudi après-midi dans les eaux territoriales britanniques du Pas-de-Calais, après une poursuite à partir de Boulogne-sur-Mer, transportait plusieurs sacs de résine de cannabis.

Pris en chasse successivement par une vedette garde-côte de la douane française, par un patrouilleur de la marine nationale et par deux vedettes des douanes britanniques, le bateau a été encerclé, puis conduit vers le port de Newhaven.

Le capitaine, de nationalité néerlandaise, et les huit hommes d'équipage ont été arrêtés peu après leur arrivée au port.

Trois sacs contenant chacun vingt-cinq kilos de résine de cannabis ont été lancés du *Sea Rover*, au cours de la poursuite engagée dans les eaux territoriales françaises. D'autres sacs auraient été jetés à la mer par l'équipage, à proximité des côtes britanniques.

Le *Sea Rover* participait à un *« important trafic de drogue »*, selon les services des douanes britanniques, qui cherchent encore à identifier le port de départ du bâtiment, ainsi que sa destination précise.



BREF

Debrayages des conducteurs d'autobus envisagés lundi par la CGT

La CGT appelle les conducteurs à se tenir prêts à suivre un éventuel mot d'ordre d'arrêt de travail de vingt-quatre heures, lundi prochain.

Jeudi, une dizaine de lignes dépendant du dépôt de Flandres, à Pantin, ont fonctionné au ralenti. Les conducteurs entendaient ainsi protester contre les blessures infligées par un automobiliste à l'un de leurs collègues, mercredi soir à La Courneuve. Au début de l'après-midi de jeudi, un autre conducteur, de la ligne 30, a été blessé au visage par deux individus et a dû recevoir des points de suture à l'hôpital Fernand-Widal. Ses collègues ont protesté auprès de la direction de la RATP, quai des Grands-Augustins.

• **En marge du match France-Galles** du tournoi des Cinq nations, la traditionnelle rencontre entre les équipes nationales de police française et galloise aura lieu dimanche 8 mars à Massy, dans l'Essonne.

• **Un accord qualifié de « convention de la concorde »** est intervenu entre la Fédération internationale du sport automobile (FISA) et l'Association des constructeurs de formule 1 (FOCA). L'annonce en est faite dans un communiqué qui précise : *« Après de longues réunions de travail, amicales et constructives, qui ont eu lieu depuis le 30 janvier, des accords ont été conclus sur tous les problèmes du Championnat du monde 1981 de formule 1 entre la FISA, la FOCA et les autres constructeurs. »*

CHRONIQUE D'UNE DEFAITE
14 juillet 39 - 14 juillet 40
par Pierre-Bloch
PRIX: 30 F
Editions SIPEP
3 rue de Choiseul 75002 PARIS

M .....
Nombre de livres ..... : 34,30 F port compris

Levallois

(Suite de la page 3)

demande à pouvoir reloger dans ces locaux une partie des habitants de l'îlot de la rue Deguingand, véritable cour des miracles. Les immigrés, qui représentent environ 40 % de cette population, bénéficient exactement des mêmes droits de relogement.

Les choses en sont là, le mois dernier, quand la Sonacotra demande à l'organisme constructeur de prévoir, pour 1 million, le réaménagement de ces appartements en 165 habitations destinées à nouveau aux travailleurs célibataires immigrés exclusivement.

Calcul politique, provocation ? L'attitude de la Sonacotra est difficile à définir... Une seule chose est sûre : Parfait Jans, le maire communiste, n'a pas fait venir d'engins de travaux publics. Il a préféré réunir la presse pour expliquer.

Jérôme BOUVIER

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« COMBAT SOCIALISTE », **5 jours**
« L'UNITÉ », **hebdomadaire, le 6e jour**

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....